



mêrhâbâ hêvâlîno

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N° 12
23 FÉVRIER 2017
PRIX LIBRE

DES NOUVELLES DE DIYARBAKIR : ENTRETIEN AVEC DÛNYA

Dünya, une camarade de Diyarbakir, a bien voulu répondre par mail à quelques-unes de nos questions en cette fin de mois de décembre 2016. Alors que l'État turc veut réduire au silence toute critique et désir de liberté, voici ce qu'elle nous raconte de sa vie là-bas. Cela donne un rapide aperçu de l'ambiance en ce moment dans la capitale du Kurdistan...

Salut ! Comment vas-tu ?

Bonjour ! Je vais bien, mais j'ai dû un peu m'éloigner de tout ce que j'ai vécu dernièrement, et je suis partie à Istanbul. J'essaie de vivre la sérénité que vous vivez en France malgré toutes les choses inévitables que l'on peut vivre ici au Kurdistan. Il faut vraiment que je me décide à chercher du travail à Amed (Diyarbakir). Ou alors je vais à Istanbul pour y travailler. Mais je n'ai toujours pas décidé. J'aime vraiment Amed. Mais comme il y a beau-

♦♦♦ suite p. 3



Brèves du Rojava

p. 7



Brèves de Turquie

p. 15

UNE COOPÉRATIVE DE FEMMES AU ROJAVA

Nous relayons ci-dessous un article de Hawzhin Azeez, paru sur le site de la revue *Ballast*, et introduit par celui-ci.

Le Rojava, territoire autonome kurde au nord de la Syrie, suscite l'enthousiasme de nombreux militants de l'émancipation — jusqu'à, pour certains d'entre eux, s'y rendre afin de prendre les armes, comme autrefois face à Franco, contre l'organisation théo-

cratico-fasciste Daech. Le Parti de l'Union démocratique, issu du PKK turc, les branches militaires YPG-YPJ et l'action populaire quotidienne ont en effet de quoi nourrir l'espoir, en cette région ravagée par le fondamentalisme religieux, le despotisme étatique et l'ingérence des puissances internationales : le Rojava promeut, et entend pratiquer, l'autogouvernement des communautés locales, le socialisme

démocratique, l'écologie libertaire et le féminisme — gardons-nous bien sûr de croire à quelque (nouveau) Paradis sur terre, qui plus est par temps de guerre... Hawzhin Azeez, militante kurde et féministe, a fait partie du Conseil de reconstruction de Kobanê : elle participa, une année durant, au redressement de la ville après sa libération. Elle nous conduit aujourd'hui au cœur d'une coopérative de femmes et nous

♦♦♦ suite p. 3

au sommaire :

- ♦ Edito p. 2
- ♦ Des nouvelles de Diyarbakir p. 3
- ♦ Dilek Öcalan, objet d'un mandat d'arrestation p. 5
- ♦ L'inefficacité de l'armée turque en Syrie p. 8
- ♦ Une coopérative de femmes au Rojava p. 9
- ♦ Les conséquences des divisions partisans des forces armées dans la région kurde d'Irak p. 11
- ♦ Soutien à Pinar Seleç, pour un acquittement définitif p. 14
- ♦ L'artiste, la censure et l'oiseau p. 17
- ♦ Deux livres sur le Kurdistan p. 18
- ♦ Glossaire & carte p. 19
- ♦ Agenda... p. 20

ÉDITO

Nous voici déjà au douzième numéro du Merhaba Hevalno mensuel, ce qui veut dire que l'aventure qu'est l'édition de ce bulletin dure depuis maintenant un an. À vrai dire, avant la publication du premier numéro mensuel en février 2016, il existait déjà une brochure hebdomadaire du même nom, qui résumait les infos parues en anglais sur les médias kurdes de Turquie, principalement sur la guerre que l'État turc venait de relancer au Bakur, mais aussi sur les développements du système autonome du Rojava (en Syrie). À cette époque, suite à la bataille très médiatisée de Kobanê et face au silence assourdissant des médias occidentaux sur les massacres perpétrés par l'État turc, la publication d'une revue de presse hebdomadaire était motivée avant tout par la double envie de mieux comprendre les mouvements révolutionnaires au Kurdistan et de les faire connaître plus largement. Nous avons passé des heures à chercher des informations sur internet, les traduire puis les imprimer au format d'une petite brochure pour ensuite les emmener sur les marchés ou les poser sur des tables de presse ou dans des snacks kurdes.

La situation au Bakur nous semblait trop grave, trop urgente ; une fois lancée la revue, on ne pouvait plus s'arrêter de relayer les news chaque semaine, on sentait que les infos devaient circuler pour que les expressions de solidarité se multiplient. Nous avons tenu ce rythme pendant six mois, puis après une petite pause de fin d'année, le projet est passé à un format plus grand, plus beau, moins fréquent, ce qui nous permet d'élargir un peu la perspective, de creuser non seulement dans les infos mais aussi de sélectionner et traduire des analyses, des critiques, des entretiens, des bouts d'histoire de la région et de ses luttes.

Nous tenons à souligner, de nouveau, que nous ne sommes expert.e.s ni en géopolitique, ni en quoi que ce soit, et pour la plupart nous ne sommes pas Kurdes ni n'avons habité au Kurdistan. Ce n'est pas toujours évident pour nous de comprendre la complexité de ce bout du « Proche Orient » dans lequel vivent et résistent les populations kurdes, qui sont, en plus, traversées par les problématiques propres à chacun des quatre États-nations qui divisent le Kurdistan. L'équipe du Merhaba Hevalno est composée principalement de personnes d'origines occidentales, vivant toute en France, à des kilomètres du Kurdistan, dans des positions privilégiées, loin des bombes et de la répression quotidienne vécue par les militant.e.s et les populations kurdes à des niveaux qu'on a du mal à imaginer depuis nos vécus. Nous sommes traversé.e.s en permanence par des questions de légitimité à trier ce que nous relayons.

Dès lors, nous priorisons la parole directe, les témoignages et les analyses formulées par des Kurdes, mais nous faisons forcément des choix éditoriaux qui dépendent de nos propres filtres et qui prennent une certaine distance de la propagande des partis. Et mis à part l'édito, tous les articles que nous publions sont des traductions d'articles soit publiés par des personnes vivant au Kurdistan et traduit en anglais (qu'ensuite nous traduisons en français), soit par des personnes vivant ailleurs, en grand partie en Occident, et qui sont en général originaires de la Turquie ou d'un des trois autres États-nations dans lesquels se trouve le Kurdistan. Qu'il s'agisse de parlementaires HDP ou DBP, d'un.e jeune camarade rencontré.e dans les rues de Amed, ou d'un.e français.e partie rejoindre les combattant.e.s kurdes en Syrie, nous avons essayé de publier un entretien dans chaque numéro de la revue.

Ainsi, des entretiens avec des responsables des partis et mouvements politiques (n°4, 6) aux textes de fond sur le fonctionnement concret des systèmes d'administration autonomes (n°2, 3, 5) en passant par les analyses et des nouvelles des situations complexes, des luttes et des répressions des kurdes LGBTI+ (n°6, 11) ainsi que des interviews avec des journalistes de l'agence de presse des femmes JINHA (n°4), nous essayons de donner un maximum de pistes pour comprendre la complexité des situations là-bas à travers une analyse selon laquelle toutes ces luttes sont inextricablement entremêlées les unes dans les autres.

Malgré le fait que nous ne sommes pas forcément passionné.e.s par les analyses géopolitiques, nous nous sommes néanmoins rendu.e.s à l'évidence que, pour publier un bulletin comme celui-ci, nous sommes obligé.e.s de passer par ces analyses, pour mieux comprendre la situation et pour donner plus de pistes de compréhension à ceux et celles qui la lisent. Pour ceux et celles qui souhaitent se rattraper, nous recomman-

ons la lecture des articles publiés dans les numéros 3, 7 et 9. Le n°9 traite surtout des enjeux complexes autour de la bataille pour Mossoul, qui est d'ailleurs toujours en cours et dont nous continuons à parler dans ce numéro-ci.

Pour le coup, l'ampleur du mouvement des femmes en Kurdistan est pour nous un des éléments très important de ce qui se déroule au Kurdistan. Au-delà des images très romantiques et réductrices des femmes armées de leurs kalachnikovs résistant contre les « barbares », la place que prennent de multiples structures de femmes dans les luttes au sein de la société civile est extrêmement impressionnante et nous n'en entendons que très peu parler. Pour tenter de remédier à ce manque, nous avons, par exemple publié, dans les 4e et 5e numéros de ce mensuel, un long article écrit par une délégation de femmes partie au Bakur en mars 2016. Aussi, pour mener une véritable solidarité envers ce mouvement ainsi que s'en inspirer pour nos luttes ici, il nous semble judicieux de connaître les structures et fonctionnements de ces mouvements, ainsi que les discours qui les soutiennent : publier de nombreux articles sur les différents aspects du mouvements des femmes aux 4 coins du Kurdistan nous a donc semblé bien pertinent. Et certains textes, comme celui publié dans le 8^e numéro et intitulé « Les femmes du Rojhilat contre le sexisme », peuvent directement faire écho aux propos des camarades des milieux de l'« ultra-gauche » d'ici.

Nous espérons que ce modeste bulletin participera à la solidarité avec la lutte actuelle au Kurdistan et avec la remise en cause profonde et radicale du patriarcat, du capitalisme et de l'État nation qui s'exprime quotidiennement en son sein. A propos de solidarité depuis l'Occident, nous avons plusieurs fois proposé des textes de la militante kurde Dilar Dirik : dans le numéro 6 de juillet 2016, nous avions traduit son texte « Confronter les privilèges : de la solidarité et l'image de soi » que nous vous recommandons de lire et relire. Dans cette même veine, et toujours dans le n° 6, nous avons traduit un texte appelé « Appel à une solidarité critique », écrit par une délégation de personnes d'origines occidentales et dans lequel elles appellent à un renforcement de la solidarité envers les mouvements révolutionnaire en Kurdistan tout en restant critique et évitant le piège du soutien aveugle à une lutte lointaine.

Enfin, pour finir, nous souhaitons remercier tout un tas de personnes, tout.e.s celles et ceux qui prennent le temps de lire ce bulletin, de l'imprimer, de le distribuer, d'en parler, d'envoyer le lien internet à leurs ami.e.s. N'étant pas encore sur facebook, nous ne savons pas trop si on nous y « like » ou pas, mais en tout cas on voudrait remercier notre chère camarade du site Kedistan.net pour tous ses efforts à publier notre bulletin sur son site internet et de le relayer sur les réseaux sociaux. Et, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, nous sommes toujours intéressé.e.s par les avis des lecteurs et lectrices, et il ne faut pas hésiter à nous écrire à actukurdistan@riseup.net.

Et pour vraiment finir, voici un bout de l'édito du tout premier numéro du Merhaba Hevalno mensuel, dont les mots ont toujours autant de pertinence aujourd'hui qu'il y a un an :

« Nous pensons à toutes celles et ceux qui, dans leurs montagnes, dans leurs quartiers, à la campagne ou en ville, résistent et se battent pour que le peuple kurde, ainsi que ses luttes et sa résistance, ne se fassent ni enterrer par les États et groupes réactionnaires du Moyen-Orient, ni récupérer par les puissances coloniales occidentales, dont bien sûr «notre chère» France fait partie. Nous saluons aussi toutes celles et ceux qui se mobilisent déjà en Europe pour que cette révolution continue à faire écho ici, et pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli ni dans la déchetterie de l'ignorance générale créée par les médias classiques. Nous espérons, enfin, que cette publication puisse donner, si petit qu'il soit, un souffle à l'élan de solidarité avec les mouvements kurdes, et que les mots puissent renforcer et nourrir nos luttes à nous tout-e-s, là-bas comme ici. »

Bonne lecture !

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net

Téléchargez le pdf du numéro sur :
Kedistan.net ou Nevarneyok.noblogs.org



DES NOUVELLES DE DIYARBAKIR ENTRETIEN AVEC DÜNYA

♦♦♦ suite de la p. 1

coup de moments difficiles à Amed ces derniers temps, je crois que je vais pouvoir vivre nulle part, car je ne me sens bien nulle part. La douleur du Kurdistan est là dans mon cœur, elle me suit partout.

Que faisais-tu comme travail ? Et qu'imagines-tu faire aujourd'hui ?

J'ai été à l'université d'Istanbul où j'ai étudié la langue turque et la littérature. J'ai fait pas mal de boulots dans ma vie, dans la presse et dans le textile notamment. Et ces 2 dernières années à Amed, j'ai eu un poste à la municipalité de Sur [le quartier historique d'Amed]. Mais en décembre 2015 on a tou.te.s été viré.e.s. Les premier.e.s employé.e.s de mairies au Kurdistan à avoir été désigné.e.s et viré.e.s par l'administration turque sont celles et ceux de la municipalité de Sur. Et tout particulièrement celles qui travaillaient sur la question des droits des femmes. Les femmes de la municipalité n'ont pas seulement été licenciées, mais un bon nombre d'entre-elles ont été mises en garde à vue. Et nous qui ne nous sommes pas faites embarquer, nous avons organisé des manifestations de soutien pour dénoncer ces agissements. La plupart des femmes qui se sont trouvées sans emplois ont leurs maris en prison et se retrouvent sans ressources. En bref, nous sommes toutes sans travail. L'État a constaté que des femmes étaient responsables de différentes organisations : il y a vu un danger et n'a pas toléré cela...

A quoi est dû ce changement de politique de la part de l'État ?

Il y a plusieurs raisons. Ce dont je viens de parler en est une. Et une autre est le fait que beaucoup de municipalités [tenues par le HDP] ont déclaré leur autonomie [à l'automne 2015]. Celle de Sur aussi, et l'État a commencé à y faire la guerre. Pendant les 113 jours de résistance [des habitant.e.s et des groupes d'autodéfense de Sur au siège des forces spéciales], l'administration turque a commencé à prendre des mesures antidémocratiques. Ensuite, à partir de juillet 2016 a été déclaré l'état d'urgence. La démocratie a été mise de côté et les municipalités des villes du Kurdistan ont été mises sous tutelle de l'État par la force. [53 municipalités au jour d'aujourd'hui, début 2017.] En fait, les personnes élues par le peuple ont été remplacées par des tuteurs ou des préfets choisis par l'État.

Dans quelle situation se trouvent les prisonnier.e.s ? As-tu des nouvelles ?

Depuis la déclaration de l'état d'urgence, les gens sont placés en garde à vue ou incarcérés sans procès et pour n'importe quelle raison. On est passé dans une période où la démocratie est littéralement piétinée. Dans les prisons il n'y a plus de place. Je le sais d'une amie qui a été incarcérée sans jugement. Dans des cellules de 20 places, l'administration entasse jusqu'à 45 personnes. Il y a pour cette raison de gros problème d'hygiène. L'amie qui est en prison travaillait à la municipalité et était responsable d'un syndicat. C'est pour cela qu'elle a été arrêtée. Sa sœur a été arrêtée pour les mêmes raisons et attend également un jugement. Elles sont séparées de leurs enfants et ça me rend vraiment triste. Les conditions de détentions sont très mauvaises : outre les

problèmes d'hygiène, de nombreuses maladies traînent, il n'y a pas de chauffage, et le courrier est très mal distribué... Et depuis la mise en place de l'état d'urgence plus personne ne peut rendre visite aux camarades détenu.e.s mis à part des membres de leurs familles.

Le quartier de Sur est dans quel état ? Que s'y passe-t-il actuellement ? Est-ce que tout le quartier a été détruit ? Les travaux ont-ils commencé ? Quelle est la situation de celles et ceux qui habitaient là-bas ?

Après le siège des forces spéciales et l'attaque militaire, Sur n'a pas réussi à s'en remettre. Malheureusement ce qui s'est vécu dans les années 1990 est à nouveau là ! Les habitant.e.s qui ont été forcés.e.s de quitter Sur sont parti.e.s. Et celles et ceux qui sont restés.e.s, l'ont fait soit parce qu'ils n'avaient pas d'autres endroits où aller, soit par attachement sentimental à leur quartier et à leurs racines. Beaucoup de gens se retrouvent expropriés, ils se font prendre leurs terrains et leurs maisons. Et ce que l'État propose en échange n'a strictement aucune valeur en comparaison. L'État les force à vendre et accélère ainsi la colonisation de Sur. Les travaux ont déjà commencé et les projets urbanistiques sont prêts. 5 quartiers sont toujours sous couvre-feu et sont en train d'être finis d'être rasés alors que un nombre important d'habitations restaient intactes. La destruction faite par les tanks a laissé place à celle faite par les bulldozers. Maintenant il n'y a plus de quartiers, plus de maisons. Cela fait 6 mois qu'ils préparent leur projet de colonisation. Il leur faudra 6 mois de plus pour construire leurs immeubles. Et quand les habitant.e.s pour-

ront revenir dans leur quartier, ils ne verront que ces nouveaux immeubles en béton et ne pourront pas récupérer les maisons qu'ils avaient avant. Ce que l'État a voulu prendre, c'est leurs biens et leur histoire. Et bientôt, il voudra leur revendre ces nouveaux appartements, à crédit pour les attacher pendant 20 ans.

Dans quelle mesure la police et l'armée sont-elles omniprésentes à Amed ? Est-ce qu'elles sont toujours là malgré la levée des couvre-feux ? La population continue-t-elle à manifester ?

Malgré le retrait des couvre-feux, il y a une grande présence des forces spéciales dans toute la ville. Comme je disais plus haut, à Sur, il y a eu une rude guerre qui a laissé des traces malheureusement indélébiles. Et comme je dis depuis le début de l'entretien, depuis la tentative de coup d'état des güleniste, la police arrête qui elle veut comme ça dans la rue. Si tu te regroupes à 15 ou 20 personnes tu peux être arrêté et prendre un mois de prison. On est plus aussi libre qu'avant lorsque nous faisons nos manifestations. On ne peut plus faire de prises de paroles ni de manif ni rien. Le pays est en train d'être dirigé de manière monarchique.

L'État veut, semble-t-il, faire exister un vrai black-out médiatique en Turquie, et plus encore au Kurdistan. La population arrive-t-elle quand même à s'informer ?

L'État a très bien su mettre en place – et il l'a fait bien consciemment – ce black-out médiatique. En coupant ou en censurant tous les médias – radios, tv, presse... Du coup, la population essaye de s'informer comme elle peut, notamment par twitter par exemple. Mais les réseaux sociaux commencent à être attaqués également et les gens de plus en plus poursuivis. Et à Amed, l'État prend le luxe de ralentir le débit d'internet ou de le fermer carrément, pour, ainsi, couper tous les moyens que les gens ont pour communiquer. Et ce que le pouvoir veut absolument cacher c'est les guerres de factions en son sein.

Mais bien-sûr que les médias alternatifs trouvent des moyens et des canaux de diffusion, même si cela est difficile. Le mouvement des femmes a commencé à se redonner des moyens de diffusion, et d'autres suivent. Il y a une vraie attention des gens à l'information, et même une ébauche d'un minuscule chemin vers l'info devient un

espoir pour nous tou.te.s. Les médias ne s'arrêtent pas et continuent d'exister...

Cizre, Şırnak, Nusaybin... Dans quelle situation sont les villes qui ont subies les sièges des forces spéciales ? Comment font les habitant.e.s pour survivre ?

Toutes ces villes ont été complètement détruites. Il n'en reste plus rien. Malheureusement les gens vivent en ce moment dans des tentes, et les forces spéciales attaquent même ces campements de fortune. Ces gens-là n'ont pas de solutions. Les aides, il y en avait mais l'État a fermé par décret toutes les associations qui s'en occupaient. Ces aides ont donc diminué. La situation est très critique en ce moment. On a beau amené de l'aide – du matériel et de l'argent –, ça n'est pas suffisant...

Est-ce qu'une partie des habitant.e.s du Kurdistan de Turquie émigrent ? Où vont-ils : en Turquie, en Europe ?

Oui, quand c'est la dernière solution, les gens s'en vont. Quand ils sont virés de leur travail et de leur maison, ils sont malheureusement poussés à partir. Ceux qui ont quelques possibilités vont à l'ouest de la Turquie, et ceux qui en ont encore un peu plus essayent de gagner l'Europe. Amed avait accueilli, ces dernières années, beaucoup de gens de Kobanê et de Shengal. Mais d'après ce que l'on sait, eux aussi s'en vont. Il y a une baisse et des changements anormaux dans la population de Amed. Maintenant la Turquie n'est plus du tout un endroit sûr pour y migrer car tout le monde sait que c'est la guerre ici, dans le sud-est...

Où en est le mouvement des femmes en ce moment ? On a vu qu'il y a eu au mois de décembre 2016 une grosse mobilisation des femmes contre le projet de loi légalisant le viol en Turquie. Y a-t-il eu des manifestations au Kurdistan ?

Le mouvement des femmes du Congrès des femmes (KJA) a changé de nom et désormais s'appelle Tewgera Jina Azadi (TJA). Bien-sûr que les travaux continuent, mais depuis l'arrestation et la détention de Ayla Akat [membre du BDP à Batman] les travaux ont ralenti. Le projet de loi sur le viol a rassemblé des milliers de femmes. Et la tentative du gouvernement de passer en force cette loi s'est retrouvée face à la conscience des femmes qui ont senti un grand danger venir. Mais le danger en Turquie est là à tout moment. C'est pas parce que cette loi a été ajournée aujourd'hui que le danger est pas-

sé. Tant qu'on aura pas réglé les choses à la racine, l'État continuera de soumettre les femmes à ses lois. Il prétend que c'est pour protéger les femmes, mais en réalité c'est pour les rendre plus vulnérables, pour les mettre en danger, et l'objectif étant d'augmenter les violences et agressions sexuelles à leur égard. Est-ce que cette mobilisation a eu lieu au Kurdistan ? Bien-sûr qu'elle a eu lieu ! Mais elle n'a pas trop été visible, car ici, avant même de se faire violer, on se fait tuer directement... Ça fait 2 ans que nous vivons une forte attaque militaire menée par l'État oppresseur et totalitaire, et ça nous laisse peu de temps à mettre ailleurs. On est vraiment dans une période où la démocratie est vraiment bafouée. On se cramponne comme on peut au peu de droits humains qu'il nous reste. On s'oppose pas simplement à la loi contre le viol, on lutte chaque jour contre toutes les violations des droits humains...

Beaucoup d'écoles ont-elles fermé à Amed ? Comment vont les enfants ? Comment réagissent-ils à la situation actuelle ?

Malheureusement, dans les secteurs où la guerre a frappé et où il y a eu des combats, les programmes d'éducation ont beaucoup ralenti. Et certains enfants n'ont même plus accès aux écoles : certaines écoles ayant fermé, les enfants ont été renvoyés vers d'autres écoles qui sont bien trop loin pour qu'ils puissent s'y rendre. Du coup, beaucoup d'enfants sont troublés et sont atteints psychologiquement, et le système éducatif est « cassé » depuis une année. Beaucoup de professeurs ont été virés car ils appartenaient aux syndicats de l'éducation. Ça aussi a son effet sur les écoles. Il y a un système éducatif, mais les enfants n'y ont plus accès. Les enfants de Sur sont dans une période de rémission traumatique ; ils sont suivis par différentes associations populaires qui s'occupent d'eux. En ce moment, si on regarde à l'échelle de la Turquie, le système éducatif est vraiment mis à mal. Et à Amed, c'est deux fois pire.

A ton avis comment la situation générale va-t-elle évoluer ?

La situation ne va pas s'arranger facilement, tant que l'État ne change pas son regard et son attitude avec les Kurdes. Je pense même que la situation risque de s'aggraver...

source

neverneyok.noblogs.org



DILEK ÖCALAN, OBJET D'UN MANDAT D'ARRESTATION

Voici un bilan chiffré de la persécution des militant.e.s kurdes en Turquie, publié par Kedistan.net. Le « génocide politique » suit son cours. Chaque jour, de nouveaux élu.e.s et militant.e.s des partis HDP et DBP sont emprisonné.e.s en attente de procès, dans le cadre de l'interdiction de fait de ces partis. Jusqu'à présent, tous les partis liés au mouvement kurde ont été interdits et leurs membres persécuté.e.s, accusés d'appartenance ou de propagande pour une organisation terroriste – en l'occurrence le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan. Mais l'opposition ne se laisse pas faire, et chaque interdiction donne lieu à la création d'un nouveau parti. Le DBP et le HDP n'ont pas encore été interdits formellement, mais le sont en pratique à travers la saisie de leurs mairies et la détention de leurs cadres et élu.e.s, depuis les co-maire.sse.s jusqu'aux député.e.s qui ne bénéficient plus de l'impunité parlementaire.

Avec la demande d'arrestation de Dilek Öcalan, la vague répressive, qualifiée de "génocide politique" par le HDP lui-même, se poursuit au grand jour.

C'est un coup direct une fois de plus, porté au HDP et au DBP, Parti Démocratique des Régions, via un tribunal qui a délivré mercredi un mandat d'arrêt et de détention pour la jeune députée Dilek Öcalan et pour Ibrahim Ayhan également, député d'Urfa, pour "propagande faite au service d'une organisation terroriste." La confusion règne pourtant quand à l'application de ce mandat, puisque le procès a aussi été ajourné dans le même temps.

Dilek Öcalan est la nièce d'Abdullah Öcalan, dont il semble inutile de marquer le rôle et l'importance au sein du mouvement kurde, bien qu'il soit toujours tenu au secret en prison. Dilek encourt jusqu'à cinq ans de prison, en raison de sa participation aux funérailles d'un militant, Mehmet Yilmaz, inhumé en février 2016. Quant à Ibrahim Ayhan, il est accusé pour ses publications sur les réseaux sociaux. Lui aussi risque cinq ans de prison, devant ce type de tribunal institué pour les distribuer.

Ce mandat de détention intervient au lendemain du jour où l'adjoint et porte-parole du parti HDP, Ayhan Bilgen a été lui aussi arrêté, sur la base d'accusations de "terrorisme".

Ayhan Bilgen, et une autre députée HDP, Meral Daniş Beştaş, avaient été mis.e.s en état d'arrestation lundi soir, sur la base d'une décision de la 5ème Cour Pénale de Diyarbakır. Meral a été immédiatement arrêtée dans les premières heures de mardi.

Selon les derniers chiffres, le gouvernement turc détient 12 députés HDP (y compris les co-présidentEs du parti, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, 1473 membres de HDP et Parti des Régions (DBP) et a également confisqué l'administration de 63 municipalités depuis l'échec de la "tentative de coup d'Etat" le 15 juillet 2016.

Le HDP/DBP avait emporté 103 municipalités aux élections locales le 30 mars 2014. Le gouvernement AKP a nommé des administrateurs/curateurs pour la gestion de 63 d'entre elles, et a arrêté un total de 74 co-maires.

Parmi les membres du parti HDP qui ont jusqu'alors été arrêtéEs, ils/elles représentent 132 sièges locaux du parti et 757 membres du conseil d'administration. Le nombre de membres militantEs du parti qui ont été mis en arrestation par la police a atteint 4.966, selon des chiffres donnés par des agences turques qui peuvent suivre encore au plus près cette vague répressive.

Plus que jamais, ce qualificatif de "génocide politique" s'applique, puisqu'il a bien sûr, aux yeux du régime, un aspect "ethnique", s'agissant d'un acharnement à l'encontre d'une opposition démocratique qu'il qualifie de "pro-kurde". Et à cette occasion, nous réitérons nos appels pour qu'ici, ce terme soit banni, puisqu'il participe de la propagande AKP et présente l'opposition démocratique en Turquie comme ethnique, séparatiste et nationaliste, aux antipodes de la réalité des propositions qu'elle défend.

Pour revenir à l'en-tête de cet article, rappelons que Dilek, en temps que plus jeune élue, s'était vu confier la vice-présidence de la première séance de l'Assemblée parlementaire, lors de l'ouverture de la 25e législature. La présence à l'Assemblée nationale de Turquie d'un membre de la famille d'Abdullah Öcalan avait soulevé des réactions, le règlement intérieur imposant



que les députés soient appelés par leur seul nom de famille, précédé de la formule Sayın qui remplace Monsieur, Madame, en français et qui, traduit littéralement, signifie “respecté-e”.

On ne peut que constater que derrière la froideur et l’acharnement policier et politico-judiciaire, il y a aussi des animosités malsaines qui se satisfont avec des “symboles”.

Encore une chronique du fascisme ordinaire en Turquie.

Ajout de 9 février

La députée HDP Dilek Öcalan a été relâchée le 7 février. Mais une dizaine d’autres sont toujours derrière les barreaux. Et une grosse descente de police aurait eu lieu tôt ce matin dans plusieurs quartiers d’Istanbul, avec mise en garde à vue de plusieurs élus du HDP et du BDP : Şafak Ozanlı, Ercan Sağılma, Mesut Karcık, Resul Akgün, Cañşah Çelik, Turgay Turgut, Eşref Yaşar, Fırat Aslanlar, Yüksel Yıldırım, Hikmet Duman et Ozan Hasret Yılmaz... Le jeu de “chaises carcérales” continue...

Source

Kedistan

au Bakûr :

♦ **ŞIRNAK** : environ 60 % de la ville ont été détruits depuis le début du couvre-feu et des attaques de l’armée turque. Aujourd’hui, la ville est toujours sous occupation militaire et la destruction de certains quartiers continue. Des milliers d’habitant.e.s vivent dans des tentes et des campements de fortune au bord de la ville ou dans les quartiers qui n’ont pas encore été rasés. La mairie, tenue désormais par un tuteur choisi et imposé par l’AKP, est devenue une sorte de base militaire. Récemment, des ravitaillements destinés aux habitant.e.s de la ville ont été confisqués par les soldats de l’armée turque. Le 13 février, le HPG a déclaré avoir mené une action contre un poste de l’armée dans les collines de Serbend, près de Sîrnak, dans laquelle 2 soldats ont trouvé la mort. [ANF]

♦ **GAZETTE ŞÛJIN** est le nouveau site (gazetesujin.com) de l’agence de presse féminine anciennement connue sous le nom de JINHA, qui publie des informations et des entretiens concernant la situation générale au Kurdistan, mais surtout celle des femmes de toutes les

parties du Kurdistan, surtout le Bakur et le Rojava. Ces informations, déjà publiées et traduites en anglais, turc, arabe et sorani, sont depuis peu également disponibles en zazaki. [Sujin]

♦ **RÉPRESSION MÉDIA** : en Turquie, toutes les formes de média sont prises dans l’état de la répression du gouvernement. Selon le bilan des mois d’octobre, novembre et décembre publié par l’Association des journalistes contemporains, 3 journalistes ont été tué.e.s, 299 arrêté.e.s, 7 journalistes étrangèr.e.s ont été expulsé.e.s, 2 622 ont perdu leur travail, 157 entreprises de média ont été fermées, l’accès à une vingtaine de sites internet à été interdit et 624 cartes de presse ainsi que 32 cartes permettant aux journalistes d’avoir accès aux séances parlementaires ont été résiliées. Depuis un mois, des journalistes des agences de presse DIHA, Hatay, Diken et Birgün sont poursuivis. Arzu Demir, écrivaine et journaliste pour les agences de presse ETHA et ANF, a pris 6 ans de prison ferme pour la publication de ses 2 livres sur les mouvements de femmes au Kurdistan.

Zozan Özgökçe, journaliste et membre de l’Association des femmes de Van, a été emprisonnée pour ses posts sur les réseaux sociaux. Şanar Yurdatapın, du journal quotidien Özgür Gündem, désormais interdit, a pris 15 mois de prison ferme. Des perquisitions ont eu lieu et du matériel confisqué dans les locaux d’Özgürlükçü Demokrasi, Rojeva Medya et Özgür Radio. En revanche, deux journalistes féministes, Semra Turan (de DIHA) et Sultan Eylem Keleş, ont été libérées. [ANF, Sujin]

♦ **GÉNOCIDÉ POLITIQUE** : en cours depuis maintenant plusieurs mois en Turquie, il n’a cessé de prendre de l’ampleur. Selon un bilan publié début février par le HDP, 9 000 membres de ce parti ont été arrêté.e.s et 2 500 emprisonné.e.s depuis août 2015. Depuis le mois dernier, plus d’une centaine de membres des partis HDP et DBP se sont fait arrêter, ainsi que des co-maires.ses DBP de Nusaybin, Gökcebag, Mardin, Uludere, Kocakoy, Muradiye, Findik et Dogubayazit. À Muradiye, dans la région de Van, des perquisitions simultanées ont eu lieu dans la mairie ainsi que dans les maisons personnelles des co-maires.ses. Le 13 février, 318 membres du HDP se sont

fait arrêter. Par ailleurs, une centaine de personnes non affiliées à des partis politiques ont aussi été arrêtées le même jour lors de perquisitions simultanées à Adana, Istanbul, Bingöl, Adiyaman, Izmir, Antep et Mardin. Le système judiciaire, dont les rênes sont tenues par le gouvernement AKP, s’acharne également contre tous les mouvements politiques dissidents dans le pays, condamnant des membres de partis politiques à de très lourdes peines de prison. Voici quelques exemples des peines demandées par les procureurs (les décisions finales concernant ces peines n’ont pas encore été prononcées au moment de la rédaction) : 95 ans pour Ayla Akat Ata, ex-parlementaire et porte-parole du KJA (Congrès des femmes libres) ; 22 ans pour le parlementaire HDP de Sîrnak Ferhat Encü ; 2 ans 1/2 pour la coprésidente du DBP Sebahat Tuncel ; 21 ans pour Ali Aslan, parlementaire HDP à Batman ; et pour finir, 142 ans de prison pour Selahattin Demirtas, coprésident du parti HDP, et 83 ans pour la coprésidente Figen Yüksekdağ. [ANF, Sujin]

♦ **TUTEURS AKP** : depuis la tentative avortée de coup d’État en juillet dernier et la mise en

application de l'état d'urgence qui a suivie, le gouvernement AKP n'a cessé d'usurper des municipalités DBP, virant les représentants.e.s pour les remplacer par des pions choisis et imposés par Ankara. Depuis le dernier numéro de cette brochure, de tels « tuteurs » ont été imposés dans les municipalités de Dogubayazit, Kulp, Baskale, Findik, Muradiye, Digor, Lice, Dicle, Gökcebag, Kocaköy et Görümlü. À Van, les premiers actes politiques du nouveau tuteur AKP responsable de la ville ainsi que de la région alentours ont été de fermer le seul hôpital gratuit dans la municipalité de Gürpınar ainsi que le Département des Services aux Femmes à İpekyolu, de licencier une soixantaine d'employé.e.s municipaux et de changer le nom du « Parc des Femmes » d'Edremiş en « Parc du Martyr Gouverneur Fatih Safitürk » et d'y enlever tous les panneaux écrits en Arménien (Fatih Safitürk, qui avait été nommé maire et sous-préfet de la ville de Derik par l'AKP, est mort des suites d'un attentat en novembre 2016). À Mersin et à Amed, 40 et 53 employé.e.s municipaux ont respectivement été licencié.e.s

par les nouveaux tuteurs. Dans la municipalité de Kayapınar, dans la région d'Amed, le nouveau tuteur s'attaque particulièrement à l'éducation et à la culture kurde. Deux centres d'éducation populaire, proposant une éducation en kurmancî à plus de 1 500 jeunes de la ville, ont été fermés provisoirement dans l'optique de les transformer en écoles coraniques. Le tuteur a aussi déclaré son intention de fermer l'école maternelle Zarokistan Xalxalok, la première école de toute la Turquie à proposer des cours en kurmancî et en zazakî, pour la transformer en centre d'assimilation. À Mardin, où la mairie s'est fait transformer en commissariat depuis l'arrivée du nouveau tuteur AKP, plusieurs femmes y travaillant ont témoigné avoir subi des harcèlements sexuels de la part de policiers. [ANF, Sujin]

♦ **COUVRE-FEUX/ACTIVITÉS MILITAIRES** : l'état turc continue à imposer des « couvre-feux » dans des villes et villages du Bakur. Depuis janvier, de nouveaux couvre-feux ont été imposés à Kızıltepe, Dargeçit, Mazıdağı, Midyat, Savur et Nu-

saybin. De nouvelles opérations militaires ont aussi été lancées dans la région de Genç et dans la vallée de Munzur, à côté de la ville de Dersim. [ANF, Sujin]

♦ **PROJETS IMMOBILIERS** : dans le quartier de Sur, alors que la destruction se poursuit, les institutions de l'état (le ministère du Logement, le ministère de l'Intérieur, la police et l'armée, entre autres) sont en train de se partager le gâteau, non seulement des bâtiments qui restent, mais aussi des zones détruites, sur lesquelles ils comptent bâtir de nouveaux projets immobiliers. Le 7 février, des habitant.e.s ont reçu des lettres de la part de l'Administration du logement et du développement de Turquie (TOKİ) les prévenant qu'ils allaient devoir quitter leurs maisons. Les Jardins de Hevsel, vieux de 8 000 ans et inscrits sur la liste du patrimoine mondial culturel de l'UNESCO depuis 2015, sont menacés de destruction par un projet immobilier. [ANF, Sujin]

♦ **CIZRE** : après avoir massacré des habitant.e.s et rasé des quartiers entiers, l'État turc

a maintenant annoncé ses intentions d'y imposer un projet immobilier dont les détails sont encore très flous, y compris et surtout pour les habitant.e.s de la ville. Malgré tout, ces derniers affirment leur volonté de rester dans leurs quartiers, de continuer à vivre dans cette ville vers laquelle ils et elles ont déjà été obligé.e.s de migrer, suite à la destruction par le feu de centaines de villages kurdes par l'armée turque pendant les années 1990. [ANF]

♦ **ACTIONS GUÉRILLA** : les Unités de protection civile (YPS) ont revendiqué des actions menées contre la police et l'armée turque dans les alentours d'Amed : des attaques simultanées contre les convois de policiers antiémeutes et contre les renforts qui ont été appelés par la suite, ainsi que contre les engins de chantier travaillant pour l'État dans le district de Sur. Les forces guérillas HPG et YPS Star ont également confirmé avoir mené des actions de sabotage contre les convois militaires dans la région frontalière entre le Bakur et le Başur. [ANF]

au Rojava :

♦ **ATTAQUES DE LA TURQUIE** : dans un communiqué publié par les YPG (Unités de défense du peuple) sur les actions de l'armée turque et des gangs qui lui sont affiliés, on a pu lire que l'armée turque a commencé la construction d'une route d'accès entre le village de Ziyraet (côté turc) et le village de Ashmê, situé à l'ouest de Kobanê. Le 5 et 6 février, dans le canton d'Efrîn, des gangs financés par la Turquie ont attaqué les villages de Belûnê, Maranez, Qitmê et Ayn Deqnê, pendant que l'armée turque ouvrait le feu sur des habitant.e.s qui travaillaient dans leurs champs. Les forces YPG/YPJ ont résisté à ces attaques, détruisant des véhicules de l'armée turque ainsi qu'un dépôt d'armes appartenant aux gangs. [ANF]

♦ **RAQQA - « COLÈRE DE L'EUPHRATE »** : le 4 février marquait le début de la 3e phase de l'opération militaire « Colère de l'Euphrate » commencée le 5 novembre 2016 et dirigée par les forces YPG/YPJ et FDS dans le but de libérer la ville de Raqqa, la capitale de Daech en Syrie. Lors d'une conférence de presse tenue près de Tell Abyad, des porte-parole de l'opération ont affirmé que le but de cette 3e phase était de libérer des villages situés à l'est de la ville, pendant que les forces situées à l'ouest continueraient d'avancer vers le centre ville. Pendant la première semaine de cette 3e phase, 98 villages et hameaux ont été libérés dans une zone de 700 km². Le 11 février, les forces qui avançaient depuis l'est et l'ouest ont effective-

ment réussi à se rejoindre au nord de Raqqa. Le lendemain, après la prise du village de Mezila par les forces FDS, ces dernières ont fait la découverte de grands dépôts d'armements lourds livrés à Daech par la Turquie sous couvert d'« aide humanitaire ». Plusieurs témoignages des combattantes participant à l'opération, ainsi que d'enfants ayant vécu sous l'occupation de Daech, ont été publiés sur le site Gazetesujin.com. [ANF, Gazetesujin]

♦ **ANNIVERSAIRE DE KOBANÉ** : le 28 janvier, des milliers d'habitant.e.s, de combattant.e.s, de coprésident.e.s du parti PYD se sont rassemblé.e.s à Kobanê pour fêter le 3e anniversaire de la libération de la ville et pour commémorer la mémoire des civil.e.s et combattant.e.s qui ont perdu la vie lors des at-

taques de Daech et la résistance des forces YPG/YPJ en 2014-2015. [Kurdishquestion, ANF]

♦ **MANBIJ** : la ville de Manbij a été occupée par Daech de janvier 2014 jusqu'à sa libération par les Forces démocratiques syriennes et le Conseil militaire de Manbij en août 2016. Désormais sous contrôle du Conseil exécutif de Manbij, qui, selon ses communiqués, est en train de mettre en place un système de gouvernance basé sur l'expérience du Rojava, la ville continue de subir des attaques de la part de Daech ainsi que d'autres groupes armés, tout en accueillant des personnes qui fuient les zones de conflits et des villes et villages actuellement sous le joug de Daech. Fin janvier, environ 2 000 personnes sont arrivées de villages situés à l'ouest de Manbij. Le 24 janvier, des affrontements

au Rojava (suite) :

ont eu lieu entre le Conseil Militaire de Manbij et Daech dans les villages de Cib Mexzûm et Til Hodan. Le 29, lors des travaux de déminage près de l'hôpital central de Manbij, une fosse commune creusée par Daech a

été découverte. Le 7 novembre, des camions transportant des ravitaillements alimentaires vers la ville ont été attaqués par des membres du groupe Sultan Murad. [ANF]

♦ **EFRÎN** est une ville majoritairement kurde située sur la frontière turque dans le canton de Rojava qui porte son nom. Depuis l'intensification des opérations de l'armée turque en Syrie, la ville et des villages du canton ont été attaqués à plusieurs reprises. Le 7 février, des groupes armés soutenus

directement par l'armée turque ont attaqué les villages de Merenaz et Filat Qadî ; au bout de 5 heures d'affrontements armés, les forces YPG/YPJ ont réussi à repousser ces attaques. Des milliers de personnes fuyant des affrontements dans et autour de Al-Bab ont trouvé refuge à Efrin. [ANF]



L'INEFFICACITÉ DE L'ARMÉE TURQUE EN SYRIE

L'armée turque est embourbée depuis des mois dans une opération militaire illégitime en Syrie, visant bien plus à affaiblir les combattants kurdes qu'à combattre l'État islamique. Voici la traduction résumée d'un article paru sur Kurdish Question sous le titre « L'hostilité sans borne des Turcs à l'égard des Kurdes », et enrichi d'informations publiées sur ce même site et sur celui de l'agence de presse de l'Euphrate (ANF), qui fait le point sur la situation militaire actuelle.

Depuis le lancement de son opération « Bouclier de l'Euphrate » en Syrie, la Turquie accumule les échecs militaires. Même la prise de Jarablus a été présentée comme une victoire alors qu'elle s'est déroulée sans combat. Avec l'aide des groupes de l'Armée

Syrienne Libre (ASL), l'armée turque tente maintenant d'asseoir son influence sur d'autres groupes armés de la zone Jarablus-Idlib. Sachant que la prise de Jarablus ne suffirait pas à empêcher les deux cantons kurdes d'Efrin et de Kobanê de se rejoindre, la Turquie a feinté la coalition en annonçant sa décision d'attaquer Al-Bab, Manbij et Raqqa. Elle est bloquée à Al-Bab depuis des mois, mais elle s'active surtout à masquer le marasme militaire ; il lui aura fallu plus de 20 jours de bombardement pour réussir à prendre temporairement un village voisin (Biza). Ces derniers jours, l'armée turque a perdu une dizaine de soldats, à tel point que l'état-major turc a tenu une réunion le 9 février pour trouver une solution à l'impasse d'Al-Bab.

Selon un officier turc auprès de l'OTAN démis de ses fonctions, l'armée turque serait bloquée à Al-Bab pour différentes raisons :

- ♦ Absence de renseignements : l'attaque prioritaire par l'artillerie mène à une augmentation des pertes civiles (348 civils tués depuis novembre selon ANF, des milliers de civils auraient fui les combats pour se réfugier dans le canton kurde d'Efrin fin janvier) et des pertes au sein de ses propres forces.
- ♦ Manque de missiles air-sol téléguidés : l'armée turque s'est adressée à la Corée du Sud pour acheter des missiles téléguidés de précision .
- ♦ Utilisation de missiles téléguidés anti-tank par l'EI : l'état-major turc le savait et aurait dû s'organiser en conséquence .
- ♦ Terrain : l'EI se déplace rapidement et peut s'opposer à des tanks et à des véhicules blindés, qui ne sont donc pas adaptés à l'opération (l'armée turque aurait perdu 54 tanks) ; en dépit de sa supériorité, l'armée turque n'a même pas coupé les routes logistiques de l'EI.

♦ Choix du staff : les commandants choisis n'ont aucune expérience de la guerre avec des véhicules blindés .

♦ Dénî : la Turquie refuse de reconnaître ses erreurs et accuse les États-Unis de ne pas leur venir en aide, alors que ces derniers n'ont jamais approuvé l'opération menée par l'armée turque, ni promis le moindre soutien .

♦ Aviation : selon le chef d'état major de l'armée turque, l'aviation aurait touché 1141 cibles de l'EI avec 1233 missiles, mais les capacités de l'EI n'ont pas diminué pour autant ; soit les frappes aériennes sont inefficaces, soit ces chiffres sont inexacts.

♦ Absence de plan d'opération stratégique unifié : personne ne dispose de l'ensemble des informations sur le soi-disant plan en cours .

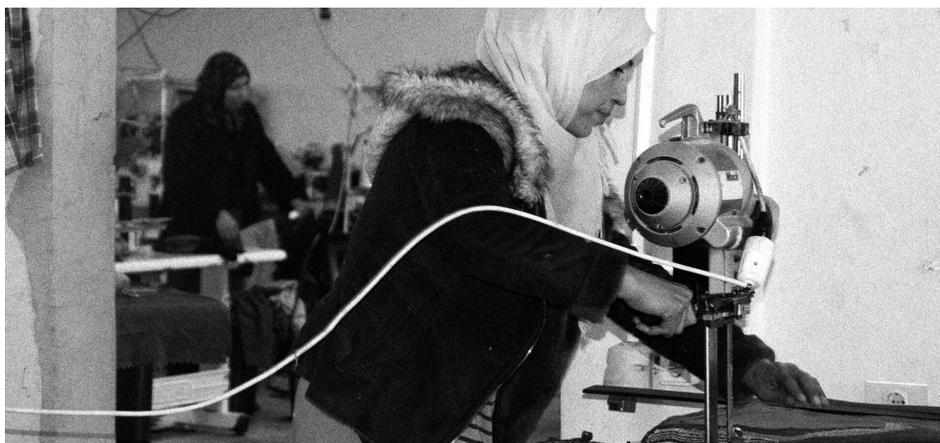
♦ Absence de plan tout court : l'armée turque n'avait pas de plan prédéfini en entrant en Syrie et son efficacité s'est éteinte aux premiers signes de résistance ; est-ce que cette envie de succès continuera pendant la campagne du référendum présidentiel en Turquie ?

Les forces du régime syrien et la Russie soutiennent la Turquie : le régime baasiste a coupé les routes d'approvisionnement de Al-Bab. C'est une affirmation que soutiennent les forces Jaysh al-Thuwar (membres des Forces Démocratiques Syriennes auprès des guérillas YPG et YPJ), qui ont publié un communiqué le 12 février. La Turquie construit des bases militaires dans les villages d'Helvancı (au sud de Jarablus) avec une piste pour hélicoptère, d'Armani (la base des groupes armés), de Tashlı et de Hava (à l'ouest de Jarablus), de Shava, Sheverin, Sindi, Til Cibrin, ainsi qu'une autre piste d'hélicoptère entre Dabıq et Ershab. L'hôpital d'Azaz devrait également être transformé en base militaire.

Selon l'ANF et le site Kurdish Question, des renforts (80 membres des Forces Spéciales de la police turque, 5 tanks, 2 panzers) ont été envoyés afin d'attaquer le village d'Ayn Dekne, tenu par Jaysh al Thuwar. 2300 soldats sont entrés en Syrie pour être déployés à Dabıq, Soran, Şava, Şevrin, Sindi et Azaz, probablement dans le but d'attaquer Efrın et Shehba (tenus par les Kurdes) dans un futur proche.

sources

ANF, Kurdish Question



UNE COOPÉRATIVE DE FEMMES AU ROJAVA

*** suite de la p. 1

rappelle la nature de leur projet politique, par-delà le présent conflit : s'organiser et se développer dos aux circuits capitalistes.

Zahra Shexo se penche sur sa machine à coudre et, d'une main méticuleuse et experte, laisse le tissu courir entre ses doigts et sous l'aiguille de la machine. Une douzaine de voix et de rires de femmes se mélange au bruit mécanique et répétitif des machines. Cette salle de couture est une vaste pièce, kaléidoscope de matières, d'échantillons, de fils et d'accessoires aux couleurs variées. Zahra est l'actuelle administratrice de la coopérative textile Amargê, de la ville de Kobanê. Les gens de l'extérieur avaient entendu parler de la révolution du Rojava en 2014, lorsque le groupe terroriste Daech avait tenté de prendre le contrôle de Kobanê. Une bataille épique s'en était suivie. Quoiqu'en sous-nombre et sans l'armement lourd dont leurs opposants disposaient, la résistance tenace des combattants kurdes du YPG et du YPJ parvint à défendre Kobanê : elle fut libérée le 26 janvier 2015. De nombreux efforts avaient été entrepris dans le nord kurde afin d'implanter des réseaux d'assemblées populaires, avant même les Printemps arabes, les soulèvements de 2011 contre Assad et la révolution du Rojava en 2012 (qui attira la fureur de Daech). La coopérative Amargê en est un bon exemple : créée il y a six ans, elle a toujours eu pour objectif de fournir aux femmes de Kobanê des opportunités économiques. Actuellement, dix-sept d'entre elles y travaillent.

« Les profits sont répartis à égalité entre tous les membres, contrairement au système de marché capitaliste. »

Les réseaux d'assemblées populaires et de coopératives que le peuple du Rojava a mis en place se basent sur le modèle radical du Confédéralisme démocratique, fondé par le leader kurde Abdullah Öcalan — en prison depuis 1999 et condamné à perpétuité en 2002 —, inspiré, bien avant 2011, par les travaux de l'écologiste américain Murray Bookchin. L'idéologie du Confédéralisme démocratique d'Öcalan comporte trois piliers : une société autonome et démocratique, une écologie durable et l'égalité de genre. Le modèle économique du Rojava s'inscrit dans ce cadre pour mettre en œuvre une économie alternative basée sur un modèle social communautaire. Les coopératives participent d'un réseau autonome d'assemblées populaires dont l'objectif est la liberté pour tous. Ce sont des entreprises autonomes et démocratiques, fondées à l'échelon local, qui visent à répondre aux besoins économiques de la communauté tout en lui proposant des alternatives accessibles. Par exemple, les coopératives de femmes s'efforcent de fabriquer des produits qui soient saisonniers, artisanaux et locaux, souvent vendus sur le marché à des prix plus bas — augmentant dès lors la demande.

Les coopératives sont aussi un lieu d'exercice de pratique démocratique, avec comme principe fondamental « Un membre, une voix » : les profits sont répartis à égalité entre tous les membres, contrairement au système de marché capitaliste, fondé sur la logique de l'investissement (le profit y est proportionnel en fonction des parts détenues dans une affaire). Des milliers de coopératives fonctionnent dans plus de cent pays dans le monde — dont le Royaume-Uni, l'Espagne, le Canada, les États-Unis ou encore l'Inde —, mais, au Rojava, nous en avons une concep-

tion quelque peu différente. L'importance du système coopératif tient aux efforts de démocratisation de tous les secteurs de la société, économie comprise. Ainsi, la mise à disposition de moyens et la recherche de nouvelles pistes permettant aux groupes traditionnellement marginalisés — comme les femmes — de participer activement à l'économie locale sont un aspect essentiel de ce modèle démocratique radical. Plus encore, il contribue à installer, à échelle populaire, des pratiques effectives de démocratie, tout en décentralisant et en amoindrissant le pouvoir de contrôle du marché par l'État. Les coopératives permettent à la communauté de produire des biens d'origine locale et d'y créer des emplois, offrant ainsi la possibilité aux travailleurs non-qualifiés d'acquérir des compétences.

« Le mouvement des femmes remonte à 2005, alors que la région était encore sous l'autorité du régime de Bachar el-Assad. »

Avec la guerre, ses répercussions sur l'économie de la région du Rojava et l'embargo en cours imposé par la Turquie, ce système répond à un problème récurrent rencontré par cette communauté. Les cantons de la Fédération démocratique du Rojava et le nord de la Syrie ont une économie basée sur l'agriculture et l'élevage : les coopératives constituent une forme d'organisation et de développement économique à part entière, contestant les fondements mêmes de la société capitaliste et patriarcale. Au Rojava, les coopératives de femmes sont créées et encadrées par l'organisation fédératrice féminine Kongreya Star (« Congrès Étoile »), qui supervise l'ensemble. Le mouvement des femmes remonte à 2005, alors que la région était encore sous l'autorité du régime de Bachar el-Assad, mais il s'avérait déjà bien organisé lorsque la révolution du Rojava éclata le 19 juillet 2012. Les femmes du Rojava avaient développé une certaine expérience en matière d'auto-organisation ; depuis, elles jouent un rôle prépondérant dans l'organisation de la société : elles dirigent des programmes idéologiques, des conseils, des communes et des coopératives dans les secteurs de l'éducation, de l'économie, de l'autodéfense, des affaires sociales, de la justice, de l'écologie, de l'art... Chaque canton a son quartier général, chaque ville du canton a son propre bureau et son équipe de Kongreya Star — avec l'aide du Conseil économique des femmes, ces équipes soutiennent la création et le fonctionnement des coopératives.

D'après Midya Qamishlou, ingénieure agronome et représentante du Conseil économique des femmes de Qamishlou, il existe une dizaine de coopératives de femmes — dans le textile, la restauration, l'industrie agricole et laitière — dans cette seule ville. Midya note que « *les femmes peuvent gagner de 30 000 à 45 000 livres syriennes par mois [soit 75 à 85 euros, ndr]* ». Elle affirme aussi que ces coopératives « permettent aux femmes de prendre confiance en elles et de soutenir leur famille en cette crise économique. Mais le plus important, c'est le rôle qu'elles jouent dans l'effort collectif pour une vie libre pour tous, et en particulier pour les femmes. Elles participent au défi lancé contre la structure patriarcale de la société, en s'assurant de l'instauration d'une égalité. Lorsque les femmes reprennent leur rôle traditionnel de contributrices principales de l'économie, les hommes ne peuvent qu'en prendre conscience et revoir leur perception du rôle des

femmes dans la société ». L'une des plus connues, la coopérative Warshin, travaille dans le textile ; Shieler, dans les produits laitiers ; Dastar est un conglomérat de plusieurs petites coopératives de conserves ; Adar est une coopérative boulangère. Selon Midya, un nouveau genre de coopératives voit le jour depuis peu, qui s'éloigne des premiers modes d'organisation : les marchés de femmes, organisés en étals tenus et dirigés par elles, vendant leurs propres produits de fabrication artisanale. L'objectif est d'étendre ces marchés dans toutes les villes du canton de Cezire. Aujourd'hui, le marché des femmes de Derik est sur le point d'ouvrir ; à Qamishlou et Amude, on en élabore les plans et le futur emplacement.

La communauté s'éloigne ainsi des pratiques capitalistes traditionnelles, encourage les travailleurs à s'émanciper de la figure traditionnelle de l'employeur (et de l'exploitation qui en découle sur le plan des salaires et des conditions de travail), bâtit un endroit où il est possible de s'organiser et développer une conscience idéologique propre. La guerre actuelle contre Daech, les combats constants contre le gouvernement Assad, les bombardements menés par les États-Unis, la Russie et le régime en place, la récente invasion de la Syrie par la Turquie et l'annexion de Jerablus avec le concours de l'Armée syrienne libre — qui compte différents groupes terroristes islamiques — ont conduit à la destruction de centaines de villages, de fermes et de foyers, ont contraint des milliers de personnes à se déplacer. Le taux de chômage s'est mis à augmenter dans la région. Parallèlement, chaque canton a accueilli des milliers de réfugiés de Manbij, Raqqa et Bab, soumettant l'économie locale à une forte pression. Le choix de subvenir aux besoins d'une communauté victime d'un embargo, à qui les pays voisins ont fermé leurs frontières et qui empêchent jusqu'aux convois humanitaires de traverser la zone, a confirmé que ce nouveau modèle est une politique indispensable à la survie et à l'autodéfense de la communauté.

La Société coopérative Kasrek — l'une des plus grandes, située dans la région de Dirbesiye — s'articule autour de plusieurs projets, portant principalement sur la production agricole et l'élevage. Elle regroupe 4 000 personnes : chaque membre a participé au projet à hauteur d'environ 100 dollars en achetant des «parts». Le gouvernement lui a attribué près de 15 000 hectares de terres où des légumineuses (pois, pois chiches, lentilles), du blé et du cumin ont commencé à être plantés. Dix hectares sont dédiés aux légumes, notamment à des serres pour la culture de tomates, de persil, de concombres, d'ail, d'oignons, de radis, de laitues, d'épinards ou de carottes. Le projet prévoit également des terres destinées au bétail et à des arbres fruitiers, dont des oliviers. Un troupeau de moutons de 1 000 têtes a déjà été acheté — l'objectif étant d'augmenter le cheptel afin de créer à terme une industrie laitière. Pour assurer la pérennité de ce projet, la coopérative a fait l'achat d'engins agricoles et ouvert une clinique vétérinaire. La coopérative Hevgirtin, dans la ville de Tirbispiye, s'avance à grande échelle et regroupe différentes activités : née il y a six mois, elle possède plusieurs antennes dans le canton de Cezire. Son objectif est de fournir à la communauté des vivres à meilleur prix ainsi que d'autres produits de base. Dans la ville d'Hesekê, la première coopérative de femmes a vu le jour en juin 2016, avec le projet de produire du muhammara, une sauce à base de piment rouge. Les coopératives travaillent souvent ensemble ; les produits

d'Hesekê sont par exemple vendus dans les coopératives Hevgirtin. La coopérative Amûde assure, quant à elle, la subsistance de plus de 2 000 familles.

« Toutes les grandes industries, les usines et les principaux producteurs étaient établis à l'extérieur du Rojava, essentiellement dans les zones à forte concentration arabe. »

Si le modèle coopératif permet de subvenir aux besoins des communautés, l'objectif à long terme des dirigeants de la région est plus complexe. À l'époque du régime de Bachar el-Assad, le gouvernement syrien — à l'instar du Kurdistan Nord en Turquie aujourd'hui — a sciemment appliqué une politique de sous-développement, notamment dans le domaine des infrastructures, de l'éducation et de la santé, créant des dilemmes économiques encore présents. Toutes les grandes industries, les usines et les principaux producteurs étaient établis à l'extérieur du Rojava, essentiellement dans les zones à forte concentration arabe. Le Rojava est donc confronté à un défi continu : le développement de sa capacité économique à long terme. Au vu de l'instabilité actuelle en Syrie et du risque que le conflit se prolonge, conserver son indépendance vis-à-vis du gouvernement et avoir la garantie d'une situation socio-économique opérationnelle s'avère essentiel à la pérennité du Rojava. L'objectif principal est, à l'avenir, d'encourager l'industrialisation sans toutefois ouvrir le marché national aux marchés occidentaux comme il se fait habituellement. Un autre objectif essentiel est de faire en sorte que la région du Rojava ne devienne pas tributaire de ressources extérieures — comme c'est le cas du Kurdistan du Sud, au nord de l'Irak, dont l'économie repose désormais totalement sur le pétrole et donc sur les investisseurs et les marchés étrangers. L'embargo dont le Rojava fait en ce moment l'objet, ainsi que la fermeture des frontières, interdisent l'importation de pétrole, de coton, de blé ou d'autres ressources naturelles produites dans la région. Pour la même raison, il ne dépend pas non plus d'une aide extérieure ; de nombreuses ONG et organisations, qui propagent traditionnellement l'idéologie néolibérale du capitalisme, n'ont pas pu passer la frontière et contaminer la région : la fermeture des frontières du Rojava avec la Turquie et le Kurdistan irakien est peut-être un mal pour un bien... Le Kongreya Star et le Conseil économique continuent pendant ce temps de créer toujours plus de coopératives afin de protéger la société et de résister au capitalisme.

Source et traduction

Texte traduit de l'anglais par Cihan Gunes et Maude Morrison, pour Ballast.

LES CONSÉQUENCES DES DIVISIONS PARTISANES DES FORCES ARMÉES DANS LA RÉGION KURDE D'IRAK



Peshmergas kurdes d'Irak

Cet article de Hawre Hasan Hama (chercheur au département de Sciences Politiques et Relations Internationales à l'Université de Suleymanîé), paru dans *Open Democracy* en janvier, met en évidence l'instabilité de la région autonome du Kurdistan irakien : alors que les problèmes sociaux et les dérives politiques s'accroissent, les deux partis politiques principaux entretiennent une guerre larvée en contrôlant les forces armées.

La politisation des forces militaires et de sécurité kurdes a des conséquences graves et diversifiées sur la sécurité humaine et la stabilité dans la région kurde d'Irak.

L'absence de force armée nationalisée au Kurdistan demeure la plus grande menace pour son avenir. La Constitution irakienne permet au Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) d'organiser ses propres forces locales et rend légale l'existence des Peshmergas, mais Bagdad n'intervient pas en détail dans les formations et les étapes du recrutement. Les partis au pouvoir au Kurdistan ont le dernier mot sur la mobilisation, le recrutement et le financement des forces de sécurité.

Le Kurdistan [irakien] est une région autonome depuis 1992. Il est devenu un quasi-État après l'établissement de la zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak par les États-Unis – ainsi que le Royaume-Uni et la France – qui

a mis fin aux attaques meurtrières de Saddam Hussein contre les Kurdes. Depuis cette époque, le KRG a principalement été mené par deux partis dominants, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK). Le premier a été fondé en 1946 par Mustafa Barzani, tandis qu'une division interne mena Jalal Talabani à créer l'UPK en 1975. Bien que les deux partis aient combattu le régime irakien dans les années 1980, ils n'ont pas cessé de se dresser l'un contre l'autre.

Les forces armées kurdes, connues sous le nom de Peshmergas, et les forces de sécurité appelées Azayish ont été politisées à la fois par le PDK et l'UPK pour des raisons politiques et économiques.

Ce n'est pas une nouveauté, puisque depuis l'avènement du KRG les forces militaires et de sécurité kurdes ont toujours été divisées entre ces deux principaux partis ; les élites des deux bords disposent également de leurs forces privées. Kosrat Rasul, le vice-secrétaire général de l'UPK, est muni de sa propre unité de protection, appelée Hezekani Kosrat Rasul, tandis que le fils de Talabani, Bafel Talabani, commande l'unité antiterroriste, qui n'est contrôlée par aucun ministère. C'est la même chose du côté du PDK : Nechirvan Barzani, Premier ministre du KRG, dispose d'un bataillon. Malgré de nombreux efforts destinés à dépolitiser ces forces depuis la création du

KRG, elles demeurent politisées et prêtent allégeance aux élites dirigeantes.

Une histoire de méfiance

L'absence d'une force institutionnalisée a mené à l'effondrement de l'unité interne du territoire de la région du Kurdistan et des possibilités de prise de décision. Suite à la guerre civile kurde (1994-1998), il existe de facto deux administrations au sein du Kurdistan : la « zone verte » (province de Sulaymanié), contrôlée par l'UPK et la « zone jaune » (les provinces d'Erbil et de Duhok), contrôlée par le PDK. Le PDK exerce un pouvoir limité sur les forces de la zone de l'UPK et l'inverse est également vrai pour l'UPK, qui assure une certaine mainmise sur des divisions militaires de la zone du PDK.

La coopération en terme de sécurité entre les deux groupes dépend d'intérêts politiques et personnels et est tributaire d'une méfiance généralisée. Lahur Talabani, le dirigeant de l'agence Zanyari (services de renseignement de l'UPK) a informé le Washington Institute For Near East Policy de ces divisions, affirmant publiquement que l'agence Zanyari et l'agence Parastin (son homologue du PDK) ne se rencontrent jamais et accusant le PDK d'avoir mené les raids de Hawija sans l'en informer. Officiellement, les deux agences dépendent pourtant du conseil de sécurité kurde établi en 2011 par le Parlement. Talabani a ainsi déclaré : « *en tant qu'agence Zanyari, nous entretenons de bonnes relations avec plus de 30 pays, nous échangeons des informations avec leurs services de renseignement, mais nous ne faisons ni l'un ni l'autre avec l'agence Parastin du PDK* ». Dans une interview accordée à Newsweek, il a ajouté : « *parfois, nous avons de meilleures relations de travail avec Bagdad qu'avec nos propres homologues à Erbil* ». Un état de fait que le siège de la ville syrienne de Kobané par l'État islamique (EI) en 2014 a rendu évident : la méfiance était alors telle que les deux agences s'accusaient l'une l'autre de conspiration. Lorsqu'en octobre 2016, des combattants de l'EI ont attaqué la ville irakienne de

Kirkouk, l'UPK a indirectement accusé les forces du PDK de faciliter l'entrée des combattants de l'EI dans la ville.

La dissension au sein des forces des Peshmergas sape leur capacité à combattre l'EI. Selon Michael Knights, chercheur émérite au Washington Institute for Near East Policy, la méfiance a eu pour conséquence une distribution inégale des équipements parmi les divisions de Peshmergas : « en premier lieu, certaines unités sont particulièrement bien équipées, les unités d'élite du parti Praetorian, et d'un autre côté certaines unités sont très mal équipées. Il n'y a probablement pas de distribution optimale des équipements entre les unités. » Selon lui, cela s'avère particulièrement gênant lorsqu'il s'agit de faire face à un ennemi aussi mobile que l'EI, qui peut choisir d'exploiter des points faibles de la ligne de front.

Un obstacle à la démocratie

La politisation des forces de sécurité est un obstacle majeur au renforcement de la démocratie dans la région du Kurdistan d'Irak. En octobre 2015, les forces de sécurité loyales au PDK ont empêché le président du parlement du Kurdistan, Yusuf Muhammad du Mouvement pour le Changement (Gorran), le deuxième bloc le plus important du parlement, d'entrer dans Erbil. Muhammad essayait de faire son travail de président du parlement, c'est-à-dire de modifier la loi sur l'investiture présidentielle, prévue pour août 2015. La loi sur l'investiture présidentielle du Kurdistan ne permet à personne de rester au pouvoir pendant plus de deux mandats. Massoud Barzani, le dirigeant du PDK, a présidé la région durant deux mandats et son dernier mandat avait déjà été rallongé de deux ans, mais la loi ne permettait pas à Barzani de briguer un troisième mandat. Le parlement du Kurdistan a tenté de modifier la loi afin que le président soit élu par le parlement, mais le PDK s'y est opposé et a fermé le parlement.

Depuis lors, le parlement du Kurdistan n'a pas cessé d'être dysfonctionnel. À la suite de cet incident, les ministères du parti Gorran ont été exclus unilatéralement du

gouvernement par le PDK, qui s'est chargé de remplacer les postes ministériels. En outre, lors des élections provinciales du Kurdistan d'Irak de 2013, Haval Abubakar, de Gorran, a été élu gouverneur par 241 000 voix – ce qui n'a pas empêché l'UPK de lui refuser le poste et de le nommer à la place chef du conseil provincial. Tout cela indique clairement que ceux qui dirigent les forces de sécurité sapent la démocratie et utilisent leurs forces pour rester au pouvoir. Ces mêmes groupes pourraient, sans l'ombre d'un doute, déstabiliser la région du Kurdistan – qu'ils doivent pourtant protéger – s'ils sont battus dans les urnes.

La division des forces militaires et de sécurité entretient la menace de guerre civile. Il est évident qu'il n'existe aucun programme national, mais bien deux programmes différents, définis par les deux partis. Une guerre civile, de l'ordre de celle des années 1990, serait toujours possible si les deux partis entraient réellement en collision. Pour le dire autrement, ces partis politiques ne croient pas au processus démocratique ou à la résolution des conflits par un dialogue apaisé, ce qui peut mener certaines personnes, comme Denise Natali, à affirmer que le Kurdistan irakien se dirige vers une guerre civile.

Les forces de sécurité partisans du KRG mettent finalement en danger la sécurité des personnes au Kurdistan. Dans la mesure où le système judiciaire n'est pas suffisamment indépendant, ces entités ne tiennent pas compte de leurs décisions, alors que des journalistes sont assassinés, des universitaires religieux licenciés et que la pauvreté et le chômage en sont à leurs plus hauts niveaux. Des dizaines de milliers de personnes migrent donc hors de la zone, tandis que les partis au pouvoir deviennent plus riches, que le gouvernement s'achemine vers la faillite et que les habitants du Kurdistan se sentent de moins en moins en sécurité.

Source

Open Democracy – Traduction : Merhaba Hevalno

au Başûr :

♦ **FEMMES YÉZIDIENNES** : des centaines de femmes yézidiennes qui avaient été kidnappées lors des attaques de Daech contre la ville et la région de Shengal en août 2014 commencent à rentrer chez elles après avoir été libérées par les forces YPG/YPJ. Grâce aux

femmes du Mouvement de femmes yézidiennes (TAJÊ) qui les prennent en charge, avec les autorités de l'Administration autonome du Rojava, elles ont pu rejoindre leurs familles au Shengal ou dans le camp de réfugié.e.s Newroz, situé à Derik (canton d'Efrîn,

Rojava). Dans un entretien avec l'agence de presse féminine Gazetesujin, une de ces femmes a témoigné : « *Ils [les combattants de Daech] ont embarqué les jeunes filles et des femmes non mariées. Ils nous ont toutes emmenées à Tilafer. Après nous y avoir gardées un mois, ils nous ont emmenées ailleurs. Je ne*

savais pas me servir d'un fusil et je n'étais pas capable de me défendre. Mais à partir d'aujourd'hui, je prendrai les armes et je me battrai contre ces gangs. » [ANF, Sujin]

♦ **AUTONOMIE YÉZIDIENNE AU SHENGAL** : alors que l'avenir de la région de Shengal est devenu un point de contention entre plusieurs partis et

mouvements (voir l'article « *Shengal, nouvelle base pour le PKK ?* » dans le numéro 10 de *Merhaba Hevalno*) le Premier ministre irakien, Haider al Abadi, a déclaré lors d'une réunion de la Commission nationale de sécurité que Bagdad ne combattra pas le PKK ni ceux et celles qui le soutiennent en Irak, et n'interviendra pas dans les affaires concernant la partisanerie politique des populations yézidiées. Le jour précédant cette déclaration, dans un communiqué publié à l'occasion du 2e anniversaire de sa création, l'Assemblée constituante de Shengal affirme sa volonté de lutter pour l'autonomie de la région, sans quoi les populations yézidiées resteront sans véritable défense et donc susceptibles de subir encore d'autres massacres. Voici un extrait du communiqué : « *Des travaux préparatoires pour*

l'autonomie du Shengal sont en cours, à la demande de notre peuple qui souhaite avoir son autonomie. L'article 125 de la constitution irakienne confère le droit à chaque minorité de déclarer son autonomie. En tant que Yézidis, et au nom de notre peuple, nous appelons le gouvernement irakien à faire tout ce qui est nécessaire pour l'application de cet article, et de prendre position publiquement sur cette question [...]. Nous appelons également les Nations Unies, ainsi que toutes les organisations et institutions humanitaires et tout.e.s ceux et celles qui luttent pour les droits des minorités, à suivre, soutenir et se rallier à notre cause. » [ANF]

♦ **MOSSOUL** : après la sur-médiatisation observée au moment du lancement de l'opération militaire contre la ville de Mossoul, 2e ville du pays et capital de Daech en

Irak, les médias occidentaux, dans toute leur splendeur, maintiennent depuis plusieurs mois un silence presque total sur la situation sur le terrain. Le 15 janvier, les forces spéciales irakiennes affirmaient avoir repris le contrôle de l'université de Mossoul, située dans les banlieues est de la ville. Selon ANF news, l'ensemble du côté est de la ville a été vidé de tous les combattants de Daech le 18 janvier. Dix jours plus tard, de lourds affrontements ont eu lieu au nord-ouest, autour de la petite ville de Tilkef, que Daech a fini par abandonner au bout de deux jours de conflits. Selon l'ONU, environ 148 000 civil.e.s se sont trouvé.e.s sans domiciles et ont été obligé.e.s de fuir la ville depuis le début de l'opération militaire, en octobre 2016. [ANF, Ekurd.net]

♦ **MARCHE LIBÉRATION ÖCALAN** : le 10 février, une longue

marche organisée par des militant.e.s kurdes est partie de Suleymaniyah à destination de Hewler. Le but de la marche, comme de celles organisées en Europe, était de condamner l'isolement du leader kurde Abdullah Öcalan et de réclamer sa libération. Après avoir marqué une étape au monument commémorant les victimes du génocide d'Anfal (où, en 1988, en pleine guerre entre l'Irak et l'Iran et en plein soulèvement populaire et désertion de l'armée irakienne dans la région kurde, l'armée de Saddam Hussein a tué environ 100 000 personnes et brûlé environ 4 000 villages), la marche a continué sa route jusqu'à Kirkouk. Des policiers ont refusé l'entrée de la marche dans la ville de Hewler, sa destination finale, et ont arrêté 4 participant.e.s. [ANF]

au Rojhilat :

♦ **KOLBERS** : les exactions du gouvernement iranien se poursuivent contre les Kolbers, ces travailleurs qui n'ont d'autres choix que de transporter des marchandises de part et d'autre de la frontière irano-turque pour gagner de quoi survivre. Le 12 janvier, cinq Kolbers ont été blessés au cours d'une attaque menée par des gardes-frontières iraniens. Le 14 février, dans la région de Selmas, les gardes-frontières ont ouvert le feu sans sommation : deux Kolbers ont été tués et un blessé. Par ailleurs, des gardes-frontières ont confisqué la carte de travail d'un Kolber qui avait témoigné de ses conditions de travail lors d'un reportage de la BBC. Le 10 décembre, un couvre-feu avait été déclaré dans la ville de Meriwan pour empêcher une manifestation contre l'assassinat des Kolbers ; la ville a été interdite d'accès et les réseaux internet

et téléphonique suspendus. [Rojhilat.info]

♦ **PRISON/CONDAMNATIONS** : la République d'Iran continue de s'acharner contre tous les mouvements politiques dans le pays, y compris bien sûr contre le mouvement de libération kurde dans la région de Rojhilat. Dans la région d'Azerbaïdjan occidentale, des condamnations à la peine capitale et à 25 ans de prison ferme ont été prononcées à l'encontre de 6 hommes soupçonnés d'appartenir à un parti d'opposition kurde. Ils avaient été arrêtés suite à des affrontements entre des combattant.e.s du PDKI et des soldats iraniens en juin 2016. Par ailleurs, le militant kurde Ismail Sanyar, arrêté en décembre 2015, vient d'être condamné par le tribunal de Urmiye à une peine de 3 ans de prison ferme pour avoir « agi contre la sécurité nationale ». [Rojhilat.info, Kurdis-

hQuestion]

♦ **COMMÉMORATION MAHABAD** : le 22 janvier marquait le 71^e anniversaire de la République du Kurdistan, également connue sous le nom de République de Mahabad, du nom de la ville où a été lancée la révolte et proclamée la République en 1946. Elle a été présidée par le juriste Qazi Mihemmed, dont le parti, la Société pour la Renaissance du Kurdistan (Komeley Jiyanevey Kurdistan), avait déjà dirigé la ville pendant 5 ans avant la révolution. Mais l'autonomie n'a pas duré très longtemps ; suite à la retraite de l'Union soviétique (qui avait soutenu activement la création de la République kurde pour s'assurer des alliances dans la région) en décembre 1946, les Kurdes se sont retrouvés privés du soutien logistique et militaire de l'armée rouge. L'Iran a donc saisi l'occasion, avec le soutien des puissances occidentales présentes dans le pays, de

reprendre le pouvoir dans la République populaire d'Azerbaïdjan, qui avait déclaré son autonomie juste avant la création de Mahabad, encerclant ainsi cette dernière. En décembre 1946, l'armée iranienne est entrée dans la ville de Mahabad, prenant le Parlement et fermant les journaux ; la langue kurde a été interdite et tous les livres en langues kurdes ont été brûlés. Les leaders de la République, y compris Qazi Mihemmed, ont été pendus en mars 1947. [Rojhilat.info]

♦ **INTERDICTION GROUPE MUSICAL** : le groupe de musique traditionnelle kurde Dayrak Xatun n'a pas pu jouer lors du Festival international de musique tribale qui a eu lieu entre le 19 et le 22 janvier à Kermansha, dans le Rojhilat. La raison donnée par l'État iranien pour justifier l'interdiction était la présence de femmes dans le groupe. [Rojhelat.info]



SOUTIEN À PINAR SELEK, POUR UN ACQUITTEMENT DÉFINITIF

La Turquie poursuit sa guerre contre la pensée : le procureur de la Cour suprême demande l'annulation de l'acquittement de Pinar Selek.

Injustement accusée de terrorisme, acquittée à quatre reprises, la sociologue et écrivain Pinar Selek subit depuis 19 ans une véritable torture judiciaire. Aujourd'hui, le 25 janvier 2017, le procureur général de la Cour suprême turque demande l'annulation de la quatrième décision d'acquittement prononcée en 2014 sans aucune nouvelle preuve, ni aucun nouvel élément. Ce nouvel appel, visant à intimider tous ceux qui osent critiquer un système basé sur la violence et la répression, est une menace pour Pinar Selek exilée en France depuis 2011 et pour sa famille en Turquie. Une menace pour la liberté de conscience et d'expression.

Née en 1971 à Istanbul, Pinar Selek est la petite-fille d'Haki Selek, pionnier de la gauche révolutionnaire, et la fille d'Alp Selek, défenseur des droits de l'Homme et avocat. Elle obtient en 1997 un DEA de sociologie à l'université de Mimar Sinan d'Istanbul. Ses travaux portent sur les rapports de domination et la violence. Elle s'engage aux côtés des exclus de la République turque (femmes, enfants des rues, sans domicile fixe, transsexuels, antimilitaristes...). Parallèlement, elle entame des recherches sur la question kurde et effectue plusieurs voyages au Kurdistan, en France et en Allemagne pour réaliser des entretiens.

En juillet 1998, elle est arrêtée par la police. Incarcérée pour complicité avec

le PKK, elle est torturée car elle refuse de livrer les noms de ses interlocuteurs. Elle apprend en prison qu'elle est inculpée pour attentat terroriste après l'explosion d'une bombe au marché aux épices d'Istanbul. L'accusation repose sur un unique témoignage arraché sous la torture. Plusieurs rapports d'experts certifient qu'il s'agit d'une explosion accidentelle due au gaz. Mais Pinar Selek passera deux ans et demi en prison. Durant cette période, elle écrit beaucoup mais tous ses textes sont confisqués. Elle s'associe à la « révolte des prisons », un vaste mouvement des détenus en lutte contre la mise en isolement des prisonniers politiques. Un réseau de solidarité réunissant de nombreux avocats et intellectuels se met en place. Libérée en 2000, elle continue à lutter et écrire. En 2009, une nouvelle décision de la Cour suprême la pousse à quitter le pays. Exilée en Allemagne puis en France pendant que se poursuit son interminable procès en Turquie, elle devient en 2013 docteur honoris causa à l'École Normale Supérieure de Lyon et obtient en 2014 un doctorat en sciences politiques à Strasbourg. Aujourd'hui, elle enseigne à l'Université Sophia-Antipolis de Nice.

Un procès kafkaïen : Pinar Selek est relaxée en décembre 2000 mais le ministère de l'Intérieur et le département de la police d'Istanbul protestent et versent au dossier un nouveau rapport insistant sur le caractère criminel de l'explosion. C'est le début d'un procès interminable.

2006 : 1^{er} acquittement, la cour d'Assises acte la non existence de preuves matérielles.

2007 : Appel, le procureur demande la condamnation aggravée à perpétuité.
2008 : 2^e acquittement.

2009 : 2^e appel du procureur. L'affaire est renvoyée devant une nouvelle Cour d'assises.

2011 : 3^e acquittement.

2012 : La Cour annule son propre acquittement, une procédure inédite dans l'histoire du droit.

2013 : La Cour condamne Pinar Selek à la prison à perpétuité et émet un mandat d'arrêt. Ses avocats contestent la légalité de la décision.

2014 : 4^e acquittement après annulation de la condamnation. 4^e appel.

2017 : le 25 janvier, le procureur général de la Cour Suprême publie son réquisitoire après trois ans de silence : il demande une condamnation à perpétuité.

La décision tombera un jour prochain, décidée par des juges qui se seront réunis à huis clos, sans avocat ni observateur. Pinar Selek est le symbole d'une Turquie résistante qui doit continuer à penser, à créer, malgré la répression. Nous sommes inquiets de la tournure dangereuse que prend ce procès, en particulier compte tenu du climat politique tendu en Turquie.

Nous devons continuer à soutenir et protéger Pinar Selek. L'acquittement doit être définitivement confirmé par le gouvernement turc.

Source

Pétition sur Change.org

L'ARTISTE, LA CENSURE ET « L'OISEAU »

Il y a quelques mois était invité un artiste turc reconnu à une émission de télévision d'une grande chaîne nationale. Le présentateur lui demande comment il va. Et ce dernier lui dit qu'il a une histoire — retranscrite ci-dessous — à lui raconter pour répondre à sa question. Après avoir terminé son histoire, il finira par dire au présentateur : « *Pour ces raisons, je dirais que je vais bien* ».



Un coup d'État se produit en Amérique centrale.

Tous les philosophes, les écrivains, les poètes, les musiciens, les intellectuels, les militants, les professeurs se font enfermer. Les visites leur sont interdites. Deux semaines, trois semaines, six mois, un an passent et toujours rien. Des organismes de droits internationaux, des démocrates se réunissent pour dire : « *Vous avez enfermez tous ces gens entre quatre murs, vous pouvez quand même leur organiser une journée de visite. Qu'ils puissent voir les gens qu'ils aiment.* »

Les instigateurs du coup d'État font un pas en arrière et disent en se tournant vers les prisonniers : « *D'accord, vous avez le droit à une visite. Mais une seule et unique personne de votre famille pourra vous visiter, qu'une seule personne, qu'une !* » « *Et inscrivez le nom de la personne que vous avez choisi sur le papier.* »

Un poète enfermé écrit le prénom de sa fille. Sa fille avait 7 ans, quand il a été mis entre ces quatre murs. Un an est passé depuis, elle doit maintenant avoir 8 ans aujourd'hui. Il veut voir sa fille.

Un gymnase fermé, avec au milieu une table, sert de lieu pour les visites. D'un côté, il y a les détenus, les poètes, les musiciens, les militants, les écrivains, les professeurs. Ils ont tous les yeux rivés vers la porte d'entrée... Les visiteurs entrent. Chaque prisonnier attend la personne aimée. Chacun attend avec impatience le moment où la porte s'ouvrira.

Ah là ! Sa fille est arrivée.

Un an est passé depuis, Sebnan est devenue encore plus belle, elle a grandi.

Dans la main de sa fille, un papier. Juste au moment où elle veut rejoindre son père, elle se fait arrêter par un officier à l'entrée.

L'officier : « *Stop* » « *C'est quoi ce que tu as entre les mains ?* »

Sebnan : « *Avant que vous mettiez mon père ici, moi je me préparai pour rentrer à l'école, mon père m'avait acheté des cahiers, des feutres, et des crayons. Et moi avec ces feutres, j'ai fait un dessin pour mon père.* »

L'officier : « *Quel dessin ?* »

Sebnan : « *Un oiseau !* »

Devant l'officier, un cahier, il l'ouvre.

L'officier : « *Ahh ! Un dessin d'oiseau ne peut pas rentrer à l'intérieur. Interdit !* »

Il prend le papier des mains de la petite fille, le déchire.

L'officier : « *Allez, maintenant va voir ton père !* »

La petite fille s'assied les larmes aux yeux face à son père. Elle pleure.

Sebnan : « *Papa je t'avais fais un dessin...* »

Le père : « *T'en fais pas ma fille, ne pleure pas...* »



Sebnan : « *...ils l'ont déchiré.* »

Le père : « *Ne sois pas triste.* »

Voix d'officier : « *La visite est terminée, allez, tout le monde dehors.* »

Il a vu sa fille seulement cinq minutes, assise en face de lui et en pleurs, pourquoi ? Parce qu'elle a fait un dessin d'oiseau, et un dessin d'oiseau ne peut pas rentrer à l'intérieur.

Après tout ça passe encore un an. C'est à nouveau le jour des visites. Tout le monde doit écrire le nom d'une personne. Le poète écrit le prénom de sa fille.

Il regarde, c'est le même endroit, le même gymnase fermé, tous les prisonniers (les poètes, les militants, les philosophes, les écrivains, les professeurs, les intellectuels...) sont là. Les yeux rivés vers la porte, il observe, attend. Ah, voilà sa fille ! Elle est là.

Dans la main de sa fille encore une feuille. L'officier est là.

L'officier : « *Stop ! C'est quoi que tu as dans la main ?* »

Sebnan : « *Lan passé, j'avais dessiné un oiseau à mon père, et vous l'aviez déchiré. J'ai donc dessiné autre chose.* »

L'officier : « *C'est quoi ce dessin ?* »

Sebnan : « *Un arbre !* »

L'officier : « *Attends un peu...* »

L'officier prend son cahier. Il ouvre la grande couverture noire pour regarder la grande liste des interdits. Il tourne, il tourne, il tourne, il regarde... Il n'y a aucune mention particulière pour un dessin d'arbre...

L'officier : « *Une minute, je vais poser la question !* »

Il prend le téléphone : « *Colonel ! Ici y a une petite fille qui veut rentrer avec un dessin d'un arbre. Oui, Monsieur.* » « *Mais comment est ce possible colonel ? C'est un arbre, ça... Il a des branches... des feuilles... une ombre. D'accord, bien colonel.* »

L'officier : « *Le dessin d'arbre ne serait pas interdit. Rentre à l'intérieur.* »

La petite fille rentre en courant vers son père. Le poète est heureux, sa fille rayonne. C'est la première fois qu'il la revoit avec le sourire.

Sebnan : « *Papa regarde je t'ai apporté un dessin* »

Le poète prend la feuille. « *Qu'est-ce qu'il est beau ce dessin d'arbre.* »

Sebnan : « *Papa, je l'ai fait pour toi !* »

Le poète : « *Oh ! Quel bel arbre ! Sur ces branches il y a même des fruits. Et quels sont ces fruits ?* »

La petite fille s'approche doucement de son père.

Sebnan : « *Chuttt papa ! Mais quels fruits ? ! Ce sont des oiseaux. Je les ai cachés dans les branches. Et avec leurs yeux, ils te regardent.* »

Malgré toutes les interdictions, il y a toujours des possibles. Avec la force de la poésie et de la subversion, cette petite fille a réussi à faire rentrer une nuée d'oiseaux là où un seul était interdit. Tant que la subversion existera, tant que sa lueur sera là, cette lumière viendra éclairer les ténèbres.



en Turquie :

♦ **CHANGEMENT DE CONSTITUTION** : le Conseil électoral suprême a affirmé que le référendum concernant le changement de la Constitution turque aura lieu le 16 avril. Il s'agit de voter pour ou contre la mise en place d'un système présidentiel similaire à celui des États-Unis. Beaucoup de mouvements politiques et de la société civile crient au scandale et appellent massivement à voter contre. Ce sont les différentes associations et mouvements de femmes qui s'expriment le plus. Voici un extrait du communiqué publié par l'Assemblée des femmes du HDP : « À travers l'histoire, nous avons toujours lutté pour notre liberté et contre la domination basée sur l'unicité ; la domination d'un genre sur l'autre ; la domination d'une personne sur toute la famille ; le règne des rois, des empereurs et des sultans [...] et maintenant ils veulent mettre toute l'autorité entre les mains d'une seule personne, comme s'il n'était pas suffisant pas d'avoir gravement attenté à nos droits et à nos libertés pendant les 14 ans de leur gouvernance. [...] Ils nous connaissent bien cependant, nous, les femmes, nous ne nous sommes jamais écraasées devant la répression, et nous ne le ferons jamais. Nous ne lâcherons rien de ce que nous avons réussi à mettre en place à travers nos luttes. Quelle que soit la manière dont il est présenté, nous, en tant que femmes, nous avons toujours su dire "NON" au fascisme caché derrière les épauettes et les cravates, et nous allons continuer à dire "NON". » [ANF, Sujin]

♦ **RACISME CONTRE LES YÉZIDIS** : suite aux attaques perpétrées par Daech au Shengal en 2014, environ 20 000 Yézidi.e.s avait trouvé refuge au campement de Midyat, construit à l'époque par la municipalité de Yenişehir, dans la région de Amed, qui était alors tenue par le parti DBP. Mais, suite à l'usurpation de la mairie et à l'imposition d'un tuteur nommé directement par l'AKP, les derniers habitant.e.s (environ 1 500 personnes) de ce campement ont été viré.e.s par la force et obligé.e.s de s'installer dans un campement dont s'occupe l'organisme étatique de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence à Mardin. Depuis, ils et elles subissent des attaques racistes au sein de ce campement géré de manière militaire par l'armée turque. Plusieurs récits publiés sur internet parlent des attaques contre des tentes des Yézidi.e.s, des actes d'agression et même de torture par les soldats turcs, de discours haineux de la part des autres habitant.e.s ainsi que de l'administration du campement. Une famille a été tabassée par les soldats parce que ses membres avaient perdu leur carte d'accès au camp. Selon le parlementaire HDP à Mardin Ali Atalan, « en envoyant les Yézidis vivre dans ce campement, le gouvernement AKP ouvre la voie à de nouveaux massacres ». [ANF, Sujin]

♦ **GRÈVES** : le 20 janvier, 2 200 membres du principal syndicat des travailleurs et travailleuses de la métallurgie ont annoncé le début d'une grève à durée indéterminée. Il s'agit de 26 lieux de travail, dans 13 usines, appartenant principalement aux groupes Schneider Energy, Schneider Electric, General Electric et ABB. Le jour même, la grève a été « interdite » par un décret venant direct du président Erdogan, sous prétexte qu'elle constituait une « menace pour la sécurité nationale ». [ANF]

ACTIONS À ISTANBUL : deux attaques au lance-flammes, l'une contre le commissariat central d'Istanbul, l'autre contre le siège du parti AKP, ont eu lieu dans la nuit du 20 janvier à Istanbul. Alors que ces attaques n'ont toujours pas été revendiquées, le gouvernement semble affirmer qu'elles ont été menées par le Front révolutionnaire pour la libération des peuples (DHKP-C). [ANF]

♦ **HOMMAGE À HRANT DINK** : des milliers de personnes se sont rassemblées dans le quartier de Harbiye, à Istanbul, pour commémorer le 10e anniversaire de l'assassinat de Hrant Dink, journaliste arménien est rédacteur en chef du premier journal publié en arménien et en turc. Avant son assassinat par un jeune nationaliste turc en janvier 2007, Hrant Dink avait passé sa vie à dénoncer le déni du génocide arménien dans la société turque et à revendiquer la fraternité entre Turcs et Arméniens. Il y a dix ans, un défilé d'environ 200 000 personnes criant « Nous sommes tout.e.s Hrant Dink » avait accompagné son enterrement. [ANF]

♦ **ATTAQUE TRANSPHOBES À IZMIR** : deux hommes ont été emprisonnés pour avoir kidnappé deux femmes trans. Les abductions ont eu lieu séparément l'une de l'autre, et les deux femmes trans se sont fait voler leur argent et maltraiter physiquement. [Sujin]

♦ **PROCÈS DU MASSACRE D'ANKARA** : le procès a commencé pour les personnes soupçonnées d'avoir orchestré l'attentat qui a eu lieu à Ankara en octobre 2015 et a coûté la vie à 101 personnes. Alors que l'avocat des victimes lisait les noms des personnes mortes dans l'attaque, des membres des familles des victimes ont commencé à jeter des bouteilles en plastiques sur les accusés : les policiers présents dans la salle du tribunal ont alors commencé, à l'intérieur du tribunal, à attaquer et tabasser toutes les familles des victimes venues au procès. [ANF]

♦ **PRISONS** : les prisonnier.e.s enferm.e.s au Bakur et tout le reste de la Turquie subissent, non sans résistance, des traitements extrêmement durs et violents de la part des matons et de l'administration pénitentiaire. Lors d'une manifestation le 21 janvier à Istanbul, la Commission des prisonnier.e.s d'Istanbul a distribué des tracts affirmant que 47 prisonnier.e.s sont mort.e.s de maladie dans les prisons turques en 2016. Le 7 février, 93 prisonnier.e.s de la prison de Sakran, dans la région d'Izmir, ont entamé une grève de la faim à durée illimitée pour protester contre les exactions des matons et de l'administration pénitentiaire. Les membres du PKK enferm.e.s dans la prison de Çankiri ont aussi entamé une grève de la faim contre l'installation des caméras de surveillance dans leurs cellules. Des politiciennes HDP et DBP enfermées à Kars ont été transférées dans 6 prisons différentes. À Mersin, les prisonnier.e.s n'auront désormais droit qu'à une visite toutes les trois semaines. Les femmes de la prison de Mardin ont été séparées et transférées dans des prisons différentes suite aux perquisitions lors desquelles des notes de cours de langue kurde ont été trouvées dans leurs cellules. 26 prisonnier.e.s ont été transféré.e.s de la prison de Batman et 50 de la prison d'Ezurum vers la prison de Van, sans que les prisonnier.e.s ni leurs familles ne soient informés préalablement. [ANF, Sujin]



dans le Monde :

- ♦ **SOLIDARITÉ/MANIFS** : des manifestations en solidarité avec les mouvements kurdes et pour exiger la libération d'Abdullah Öcalan ont eu lieu à Duisburg, Düsseldorf, Liège, Zurich, Lausanne, Mannheim, Hanovre, Dresde, Hambourg, Dortmund, Essen, Osnabruck, Aachen, Francfort, Ulm, Fribourg, Braunschweig, Hanau, Bremen, Berlin, Nantes, Rennes, Strasbourg, Villiers-le-Bel, Évry, Creil, Stockholm, Gävle, Athènes, Oslo, Toronto et Sydney. Des organisations kurdes en Europe ont aussi organisé plusieurs longues marches en solidarité avec leur leader emprisonné : dans le sud de la France, en Allemagne, ainsi qu'une marche de Luxembourg jusqu'à Strasbourg. Les participant.e.s de cette dernière ont été attaqué.e.s à plusieurs reprises : par la police allemande, par les fascistes turcs, puis par les gendarmes près de la frontière. Mais ils ont néanmoins réussi à atteindre Strasbourg, où une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes a eu lieu le 11 février. [ANF]
- ♦ **ALLEMAGNE** : la justice allemande a condamné Ahmet Çelik à trois ans de prison ferme pour son appartenance, fictive ou réelle, au PKK. Depuis 1986, Ahmet Çelik est très actif dans la lutte pour les droits des Kurdes en Allemagne et était pendant trois ans le président du YEK-KOM (Fédération des Associations kurdes en Allemagne). [ANF]
- ♦ **(IN)JUSTICE FRANÇAISE** : la justice française a officiellement clos le dossier concernant le triple assassinat des 3 militantes kurdes à Paris en 2013. Alors que le début du procès avait été programmé pour les 23-24 janvier 2017, l'unique suspect soumis à une procédure est

mort en décembre dernier. Les avocat.e.s des familles des 3 victimes ont affirmé qu'ils allaient continuer à se battre pour que le procès ait lieu, arguant que vue la participation claire et flagrante des services secrets turcs, il ne serait ni très honnête ni pertinent de ne se concentrer que sur la personne soupçonnée d'avoir tiré les balles et non sur les personnes derrière cet assassinat. [ANF]

- ♦ **VENTE D'ARMES À LA TURQUIE** : selon un article publié dans le journal anglais The Guardian, le Royaume-Uni a vendu des armes, des bombes et d'autres matériels de guerre à la Turquie pour un montant d'environ 330 000 000 £. Depuis la tentative de coup d'État en juillet 2016, des transactions d'un montant de 50 000 000 £ ont eu lieu entre les deux États. [ANF]
- ♦ **SOLIDARITÉ USA** : à Los Angeles, un groupe des Syriques a mené une action en solidarité avec le parlementaire HDP Garo Paylan, attaqué par les parlementaires de toutes appartenances politiques pour avoir osé parler du génocide arménien de 1915 lors d'un discours au Parlement. [ANF]
- ♦ **AFFAIRE EUTELSAT** : les avocats représentant les chaînes de télévision MedNuce et Newroz TV, qui ont été fermées par l'entreprise française Eutelsat à la demande du gouvernement turc, ont déposé une requête auprès du Tribunal commercial de Paris, exigeant 10 000 euros pour chaque jour de fermeture des chaînes. [ANF]



Grande marche pour la libération d'Öcalan à travers l'Europe...

2 LIVRES SUR LE KURDISTAN

TRIPLE ASSASSINAT AU 147, RUE DE LA FAYETTE

En janvier est paru chez Acte Sud, *Triple assassinat au 147, rue de la Fayette*, de Laure Marchand, une enquête journalistique sur l'assassinat, le 9 janvier 2013, de trois militantes kurdes : Sakine Cansiz, l'une des fondatrices du PKK, créatrice de la branche des femmes de l'organisation, Fidan Dogan, en charge du lobbying du mouvement, et Leyla Saylemez, une jeune militante. Les services secrets turcs sont impliqués mais la mort de l'unique accusé, en décembre, a permis de classer l'affaire, en dépit des nombreuses manifestations et demandes d'éclaircissement.



UN AUTRE FUTUR POUR LE KURDISTAN ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique

Un livre de Pierre Bance aux Editions Noir & rouge

« En Turquie, le PKK souhaitait abandonner la lutte armée pour se consacrer à la fédération, déjà bien engagée, des communautés kurdes dans le cadre d'une nouvelle constitution turque. Le processus de paix ayant été rompu en 2015 par le gouvernement turc, une lutte acharnée se poursuit sur les terrains militaire, social et politique.

Au Nord de la Syrie, le Rojava, sous contrôle du Parti de l'union démocratique (PYD), s'organise selon l'autonomie démocratique, phase préalable au confédéralisme démocratique. Un « gouvernement » appelé auto-administration démocratique assure la gestion de la région. Ce pouvoir se dissoudra-t-il dans la société civile confédérée ou maintiendra-t-il un État ? Dit autrement, le fédéralisme libertaire sera-t-il assez fort pour vaincre le fédéralisme politique mis en place et justifié par la conduite d'une guerre incertaine ?

Tout n'est pas parfait au Rojava, l'État n'a pas disparu, la démocratie directe est loin d'être générale, et le fédéralisme libertaire des communes auto-administrées balbutie. Cependant, trouve-t-on ailleurs une telle volonté radicale de changement dans un contexte politique, culturel et militaire si peu propice ? La révolution ne se fait pas en un jour, alors pourquoi douter que les Kurdes parviennent à construire un autre futur d'émancipation ? Leur expérience est un exemple, non un modèle, pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement social. »





GLOSSAIRE

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

KNK : le Congrès National du Kurdistan est une coalition d'organisations de la diaspora kurde exilée en Europe (femmes et hommes politiques, militant.e.s, avocat.e.s, intellectuel.le.s). Son siège est à Bruxelles et sa mission principale est le lobbying auprès de l'UE, l'ONU et les gouvernements.

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « Le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faitière » confédérale.

TJA : Le Congrès des Femmes Libres (KJA) a changé de nom et désormais s'appelle Tewgera Jina Azadî (TJA), Mouvement des Femmes Libres.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses orga-

nisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin : Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique". Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

Kongra Star (anciennement Yekitiya Star) : organe de coordination du mouvement des femmes au Rojava

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité', ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes,

fondés au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

TAK : Faucons de la liberté du Kurdistan. organisation indépendantiste kurde, considérée comme terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. Présentée comme une dissidence du PKK, a revendiqué plusieurs attentats en Turquie.

BAŞÛR : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, semi-autonome dans une partie du Başûr depuis la 1^{ère} guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

KDP ou PDK : Parti Démocratique du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani, à la tête du GRK.

PUK : Union Patriotique du Kurdistan, détient le pouvoir dans une partie du GRK.

Goran : Parti Goran, souvent appelé Mouvement Goran ou Mouvement pour le Changement, c'est une mouvance politique qui s'appuie sur d'anciens cadres du PDK et du PUK sur la base d'un programme politique anti-corruption. Mouvement récent, il

a gagné de nombreux sièges au parlement autonome du Başûr.

YBS/YBJ : Unités Populaires de Shengal et Unités des Femmes de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s, formé.e.s par les YPG/YPJ.

ROJHILAT : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

KDP-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien, proche du PDK de Barzani.

Komala : Société des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien, basé à Slemani.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

HBDDH : Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples, confédération de forces armées

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

MIT : Organisation du Renseignement National, ce sont les services secrets turcs.

MHP : Le Parti d'Action Nationaliste est un parti ultra-nationaliste, panturc et islamiste. Lié aux sombres Loups Gris et aux services secrets turcs (MIT).

**IMPRIMEZ LE PDF
DU NUMÉRO,
PHOTOCOPIEZ-LE
ET DISTRIBUEZ-LE
AUTOUR DE VOUS !!**



“Vous êtes dans la rue. Nous sommes au stade. Solidarité avec le Kurdistan” affichent les supporters du club de foot de Bremen lors d’un match en janvier 2017...

mêrhâbâ hevâlno

AGENDA

- ♦ **vendredi 17 février à 19h** — Lyon — 91, rue Montesquieu, 7^{ème} arrdt
Repas et projection du film « Pour un instant la liberté » de Arash T. Riahi. En soutien au peuple kurde en lutte; les fonds récoltés seront versés pour contribuer à la reconstruction des maisons détruites par l’armée Turque au Kurdistan Nord (Bakûr). À l’Atelier des Canulars.
- ♦ **jeudi 23 février à 20h** — Marseille — 54, cours Julien
Projection de « Les tortues volent aussi », un film kurdo-iranien de Bahman Ghobadi à l’initiative du collectif Marseille Solidarité Kurdistan. La projection sera suivie d’une discussion.
- ♦ **samedi 25 février à 19h30** — Montreuil — 20, rue du capitaine Dreyfus
Concert (fusion/flamenco/jazz) au Mojito & More
- ♦ **dimanche 26 février à 13h30** — Paris — 19-21, rue Boyer, 20^{ème} arrdt
Projections de « Voyage en Anatolie » de Bernard Magiante et « Gulistan, terre des roses » de Zaynê Akyol. Dans le cadre du festival Bobines Sociales, à la Bellevilloise.
- ♦ **jeudi 2 mars à 19h** — Morlaix — 9, rue Basse
Rencontre avec Pinar Selek à la librairie A pleine voix

OÙ TROUVER MERHABA HEVALNO

MARSEILLE :
Manifesten — 59, rue Thiers 13001 Marseille

LYON :
Librairie La Plume Noire — 8 rue Diderot 69001 Lyon
Librairie La Gryffe — 5 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon
Association Culturelle Mésopotamie Lyon — 11 rue Mazagran 69007 Lyon
Restaurant Üsküdar — 26 rue de Marseille, La Guillotière 69007 Lyon

TOULOUSE :
Librairie Terra Nova — 18 Rue Léon Gambetta, 31000 Toulouse
La table de presse qui se dresse le lundi soir à la “Chapelle”

PLUS D’INFOS SUR INTERNET

Visitez les sites KEDISTAN.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SUSAM-SOKAK.FR, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, etc...

Et aussi en anglais...

KURDISHQUESTION.COM, ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM, DIHABER.ORG/EN, GAZETESUJIN.COM/EN, ANFENGLISH.COM, EN.HAWARNEWS.COM, etc...

Pour toutes infos, commentaires ou suggestions :

actukurdistan@riseup.net